

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

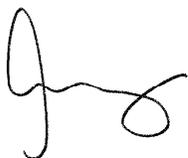
ÉNONCÉ DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT À L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers consolidés et de l'information financière présentée dans ce rapport annuel. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes et de pratiques comptables ainsi que le recours au jugement et à des estimations nécessaires pour la préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes internationales de présentation financière.

La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le présent rapport annuel et s'est assuré qu'elle correspondait aux états financiers consolidés.

La direction maintient des systèmes de contrôle interne conçus en vue de fournir une assurance raisonnable quant à la protection des éléments d'actif contre la perte et quant à la pertinence et la fiabilité de l'information financière produite.

Le conseil d'administration a la responsabilité de s'assurer que la direction remplit ses responsabilités à l'égard de l'information financière et est responsable de la révision et de l'approbation des états financiers consolidés. Le conseil d'administration s'acquitte de cette tâche principalement par l'entremise de son comité d'audit, composé exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité d'audit se réunit périodiquement avec la direction et les auditeurs indépendants afin de discuter des contrôles internes, de sujets portant sur l'audit et de la présentation de l'information financière. Il révisé également le rapport annuel, les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur indépendant. Le comité d'audit recommande les auditeurs indépendants, qui sont ensuite nommés par les actionnaires. Les auditeurs indépendants ont librement accès au comité d'audit. Les états financiers consolidés ont été audités par les auditeurs indépendants Deloitte & Touche s.r.l. dont le rapport est présenté ci-après.



Lino A. Saputo, Jr.
Chef de la direction
et Vice-président du conseil



Louis-Philippe Carrière, FCA
Vice-président exécutif
finances et administration, et Secrétaire

Le 5 juin 2012

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de Saputo inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Saputo inc., qui comprennent les bilans consolidés au 31 mars 2012, au 31 mars 2011 et au 1^{er} avril 2010, les états consolidés des résultats, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des capitaux propres et les états consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 mars 2012 et le 31 mars 2011, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Saputo inc. au 31 mars 2012, au 31 mars 2011 et au 1^{er} avril 2010, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 mars 2012 et le 31 mars 2011, conformément aux Normes internationales d'information financière.

*Deloitte & Touche s.r.l.*¹

Montréal (Québec)
Le 5 juin 2012

¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n°A114871

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

(en milliers de dollars CAD, sauf les données par action)

Exercices terminés les 31 mars	2012	2011
Revenus	6 930 370 \$	6 002 932 \$
Coûts d'opération, excluant l'amortissement (notes 5 et 25)	6 099 439	5 214 651
Bénéfice avant intérêts, amortissement, dépréciation et impôts sur les bénéfices	830 931	788 281
Amortissement (notes 7, 8 et 25)	101 943	105 981
Bénéfice d'exploitation	728 988	682 300
Dépréciation du goodwill (note 8)	125 000	-
Dépréciation du placement de portefeuille (note 6)	-	13 600
Intérêts sur la dette à long terme	23 081	23 211
Autres charges financières (note 14)	1 569	663
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	579 338	644 826
Impôts sur les bénéfices (notes 15 et 25)	198 498	194 775
Bénéfice net	380 840 \$	450 051 \$
Résultat par action (note 16)		
Bénéfice net		
De base	1,89 \$	2,18 \$
Dilué	1,86 \$	2,15 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars CAD)

Exercices terminés les 31 mars	2012	2011
Bénéfice net	380 840 \$	450 051 \$
Autres éléments du résultat global :		
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger	31 066	(60 930)
Pertes actuarielles ¹ (note 18)	(21 248)	(1 181)
Autres éléments du résultat global	9 818	(62 111)
Résultat global	390 658 \$	387 940 \$

¹Après impôts sur les bénéfices de 7 661 \$ (435 \$ en 2011).

ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars CAD, sauf les actions ordinaires)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012	Capital-actions		Réerves			Bénéfices non distribués	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires (en milliers)	Montant	Conversion des devises étrangères	Rémunération à base d'actions	Total des réserves		
	Solde au début de l'exercice	203 830	617 675 \$	(60 930) \$	33 384 \$		
Bénéfice net	-	-	-	-	-	380 840	380 840
Autres éléments du résultat global	-	-	31 066	-	31 066	(21 248)	9 818
Résultat global							390 658
Dividendes déclarés	-	-	-	-	-	(147 053)	(147 053)
Rémunération à base d'actions (note 13)	-	-	-	9 288	9 288	-	9 288
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	1 270	25 266	-	-	-	-	25 266
Montant transféré des réserves au capital-actions							
à l'exercice des options	-	5 506	-	(5 506)	(5 506)	-	-
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	-	-	-	1 670	1 670	-	1 670
Actions rachetées et annulées	(5 944)	(18 468)	-	-	-	(223 224)	(241 692)
Actions rachetées et non annulées	(118)	(373)	-	-	-	(4 713)	(5 086)
Solde à la fin de l'exercice	199 038	629 606 \$	(29 864) \$	38 836 \$	8 972 \$	1 467 108 \$	2 105 686 \$

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011	Capital-actions		Réerves			Bénéfices non distribués	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires (en milliers)	Montant	Conversion des devises étrangères	Rémunération à base d'actions	Total des réserves		
	Solde au début de l'exercice	207 426	584 749 \$	- \$	32 681 \$		
Bénéfice net	-	-	-	-	-	450 051	450 051
Autres éléments du résultat global	-	-	(60 930)	-	(60 930)	(1 181)	(62 111)
Résultat global							387 940
Dividendes déclarés	-	-	-	-	-	(128 929)	(128 929)
Rémunération à base d'actions (note 13)	-	-	-	8 375	8 375	-	8 375
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	2 280	40 375	-	-	-	-	40 375
Montant transféré des réserves au capital-actions							
à l'exercice des options	-	9 831	-	(9 831)	(9 831)	-	-
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	-	-	-	2 159	2 159	-	2 159
Actions rachetées et annulées	(5 807)	(17 072)	-	-	-	(197 832)	(214 904)
Actions rachetées et non annulées	(69)	(208)	-	-	-	(2 784)	(2 992)
Solde à la fin de l'exercice	203 830	617 675 \$	(60 930) \$	33 384 \$	(27 546) \$	1 482 506 \$	2 072 635 \$

BILANS CONSOLIDÉS

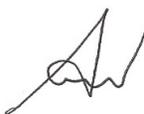
(en milliers de dollars CAD)

Aux	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
ACTIF			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	144 137 \$	77 491 \$	54 819 \$
Débiteurs	487 502	460 807	367 069
Stocks (note 4)	712 885	662 194	566 754
Impôts à recevoir (note 15)	364	12 623	5 940
Frais payés d'avance et autres éléments d'actif	54 576	50 940	29 494
Placement de portefeuille (note 6)	-	27 743	-
	1 399 464	1 291 798	1 024 076
Placement de portefeuille (note 6)	-	-	41 343
Immobilisations (notes 7 et 25)	1 105 205	1 079 083	1 093 695
Goodwill (notes 8 et 25)	733 527	843 862	716 695
Marques de commerce et autres actifs incorporels (note 8)	335 452	339 038	316 613
Autres éléments d'actif (notes 9 et 25)	18 031	19 081	25 821
Impôts différés (notes 15 et 25)	7 441	5 469	1 108
	3 599 120 \$	3 578 331 \$	3 219 351 \$
PASSIF			
Passif à court terme			
Emprunts bancaires (note 10)	166 631 \$	170 589 \$	61 572 \$
Créditeurs et charges à payer	571 814	573 779	471 106
Impôts à payer (note 15)	163 996	198 638	149 377
	902 441	943 006	682 055
Dettes à long terme (note 11)	379 875	378 480	380 790
Autres éléments de passif (notes 12 et 25)	54 486	32 727	35 392
Impôts différés (notes 15 et 25)	156 632	151 483	140 503
	1 493 434	1 505 696	1 238 740
CAPITAUX PROPRES			
Capital-actions	629 606	617 675	584 749
Réserves	8 972	(27 546)	32 681
Bénéfices non distribués	1 467 108	1 482 506	1 363 181
	2 105 686	2 072 635	1 980 611
	3 599 120 \$	3 578 331 \$	3 219 351 \$

Au nom du conseil,



Lino Saputo
Administrateur



Tony Meti
Administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars CAD)

Exercices terminés les 31 mars	2012	2011
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Exploitation		
Bénéfice net	380 840 \$	450 051 \$
Ajustements pour :		
Rémunération à base d'actions	9 288	8 375
Intérêts et autres charges financières	24 650	23 874
Charge d'impôts sur les bénéfices	198 498	194 775
Amortissement	101 943	105 981
Gain sur la cession d'immobilisations	(3 313)	(196)
Dépréciation du goodwill	125 000	-
Dépréciation du placement de portefeuille	-	13 600
Unités d'actions différées	1 456	4 455
Excédent du financement des régimes des employés sur le coût	(7 437)	(6 279)
	830 925	794 636
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	(76 192)	(88 272)
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	754 733	706 364
Intérêts payés	(25 435)	(25 267)
Impôts sur les bénéfices payés	(206 311)	(92 577)
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	522 987	588 520
Investissement		
Acquisition d'entreprise	(10 325)	(265 672)
Produit sur la cession du placement de portefeuille	27 720	-
Ajouts aux immobilisations	(118 587)	(112 100)
Produit sur la cession d'immobilisations	12 871	6 278
Autres éléments d'actif et de passif	1 204	(58)
	(87 117)	(371 552)
Financement		
Emprunts bancaires	(5 349)	107 754
Émission de capital-actions	25 266	40 375
Rachat de capital-actions	(241 692)	(214 904)
Dividendes	(147 053)	(128 929)
	(368 828)	(195 704)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	67 042	21 264
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(396)	1 408
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	77 491	54 819
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	144 137 \$	77 491 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 mars 2012 et 2011

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars CAD, sauf pour les données sur les options, les unités d'actions et les actions)

NOTE 1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Saputo inc. (la « Société ») est une société publique incorporée et domiciliée au Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « SAP ». La Société produit, met en marché et distribue une vaste gamme de produits laitiers au Canada, aux États-Unis, en Argentine et en Europe ainsi que des produits de boulangerie au Canada. L'adresse du siège social de la Société est le 6869 boulevard Métropolitain Est, St-Léonard, Québec, Canada, H1P 1X8. Les états financiers consolidés (« états financiers ») de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2012 comprennent les résultats financiers de la Société et de ses filiales.

Le conseil d'administration a approuvé, le 5 juin 2012, la publication des états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2012.

NOTE 2 MODES DE PRÉSENTATION

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les états financiers de la Société ont été préparés en conformité avec les Normes internationales d'information financière (IFRS), telles que publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB) et IFRS 1 – Première application des Normes internationales d'information financière. La date de transition aux IFRS de la Société est le 1^{er} avril 2010, soit le premier jour de la première période comparative présentée au bilan. Les derniers états financiers annuels précédemment publiés par la Société ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus canadiens (PCGRC), lesquels diffèrent sur plusieurs aspects par rapport aux exigences des normes IFRS actuelles. Conséquemment, la Société a modifié certaines de ses méthodes comptables de façon à respecter les IFRS. Pour des renseignements supplémentaires sur l'incidence des changements aux méthodes comptables, se référer à la note 25.

BASE DE MESURE

Les états financiers de la Société ont été préparés sur la base de continuité de l'exploitation et sont basés sur le principe du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs tel que décrit dans les principales méthodes comptables.

MONNAIE FONCTIONNELLE ET DE PRÉSENTATION

Les états financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens, étant aussi la monnaie fonctionnelle de la Société. Toutes les informations financières ont été arrondies au millier le plus près, sauf indication contraire.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société ainsi que des entités sous son contrôle. Le contrôle est défini comme étant le pouvoir (soit directement ou indirectement) de gouverner les politiques financières et d'exploitation d'une entité et d'obtenir des bénéfices provenant de leurs activités. Toutes les transactions et soldes interentreprises ont été éliminés. Les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle effectif sont consolidées. Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont inclus aux états consolidés des résultats depuis leurs dates respectives d'acquisition.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont principalement composés de liquidités non grevées d'affectations et de placements à court terme dont l'échéance initiale, au moment de l'acquisition, est de trois mois ou moins.

STOCKS

Les stocks de produits finis, de matières premières et de produits en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les coûts d'emprunt sont alloués à certains types d'inventaires pour lesquels une période de temps substantielle est requise pour atteindre le statut de produits finis.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé et toute dépréciation et sont amorties de façon linéaire sur leur durée d'utilité estimative en fonction des durées suivantes :

Bâtiment	15 à 40 ans
Mobilier, machinerie et équipement	3 à 20 ans
Matériel roulant	5 à 10 ans en fonction du kilométrage parcouru

Lorsque des composantes des bâtiments ou du mobilier, machinerie et équipement sont individuellement significatives, elles sont comptabilisées séparément dans les catégories décrites plus haut.

Les actifs destinés à la vente sont comptabilisés au moindre de leur valeur comptable ou de leur juste valeur moins les coûts de la vente et aucun amortissement n'est comptabilisé. Les immobilisations en cours de construction ne sont pas amorties. Des coûts d'emprunt peuvent être capitalisés aux immobilisations qui nécessitent une longue période de préparation avant la mise en service. Ces coûts d'emprunt, si encourus, sont capitalisés au coût de ces immobilisations jusqu'à ce qu'elles soient prêtes à être utilisées.

Les tests de dépréciation des immobilisations sont mis en place au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT). Les dépréciations d'immobilisations sont incluses dans la section « Amortissement » des états consolidés des résultats.

GOODWILL, MARQUES DE COMMERCE ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Le goodwill représente l'excédent de la contrepartie transférée lors d'une acquisition sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis et est initialement enregistré à cette valeur. Il est subséquentement comptabilisé au coût diminué de toute dépréciation. Les marques de commerce et les autres actifs incorporels sont initialement enregistrés à leur juste valeur de la date de transaction. Les marques de commerce sont subséquentement comptabilisées au coût diminué de toute dépréciation. Les autres actifs incorporels sont subséquentement comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé et de toute dépréciation.

Le goodwill et les marques de commerce ne sont pas amortis, mais sont plutôt soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que les actifs pourraient avoir subi une dépréciation. Lorsque le goodwill est testé, les valeurs comptables des UGT ou des groupes d'UGT incluant le goodwill sont comparées à leurs valeurs recouvrables respectives (la plus élevée de la juste valeur moins les coûts de la vente et de la valeur d'utilité) et toute dépréciation, le cas échéant, est comptabilisée pour l'excédent.

Lorsque les marques de commerce et les autres actifs incorporels avec une durée de vie indéterminée sont testés pour la dépréciation, leurs valeurs comptables (incluant les valeurs comptables des UGT ou groupes d'UGT excluant le goodwill) sont aussi comparées à leurs valeurs recouvrables.

Les autres actifs incorporels sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leurs durées d'utilité qui varient entre 5 et 15 ans et sont évalués en fonction d'indicateurs de dépréciation à chaque période de présentation de l'information financière.

Se référer à la section « Tests de dépréciation des unités génératrices de trésorerie » de la note 8 pour une discussion des niveaux d'UGT auxquels le goodwill, les marques de commerce et les autres actifs incorporels sont testés.

DÉPRÉCIATION DES AUTRES ACTIFS À LONG TERME

Les autres actifs à long terme sont analysés selon des « indicateurs de dépréciation » à chaque période de présentation de l'information financière. Si un tel indicateur est constaté, un test de dépréciation est exécuté pour l'actif ou le groupe d'actifs (établi comme étant des UGT) pour lequel les flux de trésorerie sont largement indépendants des flux provenant des autres actifs ou groupes d'actifs. Une dépréciation est enregistrée quand leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur moins les coûts de la vente et la valeur d'utilité.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la Société répartit le prix d'acquisition aux actifs corporels et incorporels acquis et aux passifs pris en charge, en fonction de la juste valeur estimative à la date d'acquisition, l'excédent du prix d'achat étant attribué au goodwill.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les coûts d'émission de dette relative au financement d'acquisition d'entreprises sont inclus dans la valeur comptable de la dette et sont amortis sur la durée de celle-ci selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts de transaction sont enregistrés lorsqu'encourus.

AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le coût des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi est établi au 31 mars d'après des calculs actuariels qui font appel à la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et aux meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu de l'actif des régimes, lesquelles sont fondées sur des valeurs liées au marché, les taux de croissance de la rémunération, l'âge de la retraite et les coûts prévus des soins de santé. Le coût des services rendus au cours de l'exercice, les intérêts sur les obligations diminués par le rendement prévu sur l'actif sont comptabilisés aux résultats de l'année. Les gains ou pertes actuariels et l'incidence d'un rajustement, le cas échéant, du montant maximal constaté comme actif et l'incidence des montants minimums de renflouement de l'actif, sont enregistrés dans les autres éléments du résultat global et immédiatement constatés dans les bénéfices non distribués sans reclassement subséquent aux états consolidés des résultats. La charge nette au titre des régimes à cotisations déterminées est généralement équivalente aux cotisations versées par l'employeur.

CONSTATATION DES REVENUS

La Société constate ses revenus au moment de la livraison des produits lorsque la propriété et les risques de perte sont transférés aux clients, que le prix est déterminable, que le recouvrement est raisonnablement assuré et qu'il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord. Les revenus sont enregistrés nets des incitatifs à la vente incluant les rabais sur volume, les frais de référencement et les rabais de publicité.

CONVERSION DES DEVICES

La monnaie fonctionnelle de la Société est le dollar canadien. Conséquemment, les postes du bilan des établissements étrangers sont convertis en dollars canadiens selon les taux de change en vigueur en date des bilans, alors que les postes des états des résultats sont convertis en utilisant les taux de change moyens mensuels en vigueur au cours des périodes. L'écart de change sur la conversion des états financiers des établissements étrangers, présenté dans les états consolidés du résultat global et les états consolidés des capitaux propres comme réserve, représente le cumul des gains (pertes) de change résultant des investissements nets de la Société dans des établissements étrangers. La variation des gains (pertes) non réalisés à la conversion des états financiers des établissements étrangers pour les périodes présentées résulte principalement de la variation de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Tel que décrit à la note 25, la Société a choisi d'appliquer l'exemption d'IFRS 1 qui permet, au 1^{er} avril 2010 (date de transition de la Société), de remettre à zéro le montant cumulatif des écarts de change découlant de la conversion des établissements étrangers.

Les postes des états financiers de la Société et de ses filiales libellés en devises ont été convertis en utilisant les taux de change en date des bilans pour les éléments d'actifs et de passifs monétaires et les taux de change en vigueur en date des transactions pour les éléments de revenus et charges. Les actifs et les passifs non monétaires sont convertis en utilisant les taux de change historiques. Les gains ou les pertes de change résultant de ces conversions sont inclus dans les coûts d'opération.

RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions visant l'achat d'actions ordinaires par certains employés de la Société. Ces options sont acquises sur une période de cinq ans et expirent dix ans après la date de leur octroi. La juste valeur de chacune des tranches d'un octroi est déterminée séparément et est constatée sur la période d'acquisition des droits d'exercice. Lors de l'exercice des options, toute contrepartie payée par les employés et la dépense de rémunération à base d'actions enregistrée à la réserve sont créditées au capital-actions.

La Société alloue des unités d'actions différées (UAD) à certains administrateurs éligibles de la Société qui sont basées sur la valeur au marché des actions ordinaires de la Société. Les UAD sont octroyées trimestriellement et sont acquises suivant la cessation de fonctions comme administrateur de la Société. La Société enregistre une dépense aux états consolidés des résultats et un passif aux bilans consolidés pour chaque octroi. Le passif et sa dépense associée sont subséquentment réévalués à chaque période de publication de l'information financière.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est fondé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Dans le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est ajusté pour refléter l'effet de la conversion d'actions potentielles pouvant avoir une incidence dilutive et est déterminé séparément pour chaque période de présentation de l'information financière.

CRÉDITS D'IMPÔT POUR LA RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

La Société bénéficie de crédits d'impôt pour la recherche et développement relatifs aux coûts d'opération et aux immobilisations. Ces crédits sont comptabilisés en réduction des coûts d'opération ou des immobilisations.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts sur les bénéfices représente la somme de l'impôt exigible et différé et est enregistrée aux états consolidés des résultats à l'exception des éléments qui sont enregistrés dans les autres éléments du résultat global ou directement aux capitaux propres.

Les impôts sur les bénéfices exigibles sont déterminés en fonction des bénéfices imposables de l'exercice et incluent tout ajustement relatif aux impôts exigibles d'années antérieures.

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôt différé sont calculés sur les différences temporelles existant entre la valeur comptable et la valeur fiscale de l'actif et du passif, aux bilans consolidés, et sont évalués en fonction des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur au moment où les actifs sont réalisés ou que les passifs sont réglés. Un actif d'impôt différé n'est constaté que dans la mesure où il est probable qu'un profit imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de la différence temporelle déductible.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs et passifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur. Subséquemment, les instruments financiers classés comme actifs financiers disponibles à la vente, détenus à des fins de transactions et les instruments financiers dérivés, qu'ils fassent partie ou non d'une relation de couverture, continuent à être évalués à la juste valeur dans le bilan à chaque date de clôture de l'exercice, tandis que les autres instruments financiers sont évalués au coût après amortissement selon la méthode de l'intérêt effectif.

La Société a effectué les classements suivants :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont considérés comme des actifs détenus à des fins de transactions et sont évalués à la juste valeur.
- Les débiteurs sont classés comme des prêts et créances et sont évalués au coût après amortissement.
- Le placement de portefeuille était considéré comme disponible à la vente et était évalué à la juste valeur.
- Les autres actifs qui répondent à la définition d'un actif financier sont classés comme des prêts et créances et sont initialement évalués à la juste valeur et subséquemment au coût après amortissement.
- Les emprunts bancaires, les créditeurs et charges à payer, les autres éléments de passif et les dettes à long terme sont classés comme autres passifs et sont évalués au coût après amortissement, à l'exception du passif en lien avec les unités d'actions différées qui est évalué à la juste valeur des actions aux dates de bilan, conformément à IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions.
- Les instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur, tout changement à celle-ci étant enregistrée aux états consolidés des résultats.

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés dans un des trois niveaux hiérarchiques, décrits ci-dessous, pour fins de présentation.

Chacun des niveaux est fondé sur la transparence des données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et passifs financiers :

Niveau 1 – Données correspondant à des prix cotés non ajustés d'instruments identiques sur des marchés actifs.

Niveau 2 – Données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.

Niveau 3 – Données utilisées dans la technique d'évaluation qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché au moment de la détermination de la juste valeur des instruments.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

RECOURS À DES ESTIMATIONS ET JUGEMENTS DANS L'APPLICATION DES MÉTHODES COMPTABLES

La préparation des états financiers de la Société requière de la direction de faire preuve de jugement et d'établir des estimations sur des transactions et des valeurs comptables qui seront réalisées dans le futur. Ces jugements et estimations sont volatiles en raison des changements des facteurs internes et/ou externes et sont continuellement révisés par la direction. Une discussion de ces jugements et estimations pouvant avoir une incidence significative sur les états financiers est présentée plus bas.

ESTIMATIONS ET JUGEMENTS SIGNIFICATIFS

Provision pour mauvaises créances

La direction révise ses débiteurs à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et estime les provisions nécessaires pour les montants non recouvrables dans le futur. Cette révision nécessite l'usage de certaines hypothèses et prend en considération certains facteurs tels que l'historique des comptes et les tendances des comptes échus. Dans l'éventualité que les collections futures diffèrent des estimations originales, les résultats futurs seront ajustés en conséquence.

Impôts sur les bénéfices

La Société est soumise à l'impôt dans de nombreuses juridictions. Une part de jugement considérable est nécessaire à l'établissement de la provision d'impôt consolidée. Dans le cours normal des affaires, il existe plusieurs transactions et calculs pour lesquels les impôts finaux sont incertains. Une provision est comptabilisée si, de l'avis de la Société, elle estime qu'un montant d'impôt à payer pourrait résulter des vérifications fiscales en cours. Lorsque les résultats finaux de ces questions diffèrent des montants qui avaient initialement été comptabilisés à titre de provision, les résultats, les impôts exigibles et les impôts différés sont ajustés dans la période au cours de laquelle cette détermination est effectuée.

Impôts différés

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour les impôts différés. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués en fonction des taux en vigueur ou pratiquement en vigueur à être appliqués aux bénéfices imposables des années dans lesquelles les différences temporelles seront réalisées ou réglées. Il faut donc projeter les bénéfices imposables de ces années de même qu'établir une hypothèse quand à la période finale de règlement des différences temporelles. La projection des bénéfices imposables futurs est basée sur des estimations de la direction et peut varier des bénéfices imposables réels. Annuellement, la Société évalue la nécessité d'établir une provision pour moins-value relativement à ses actifs d'impôt différé. Les lois et règles fiscales canadiennes, américaines et internationales sont sujettes à interprétation et nécessitent le jugement de la Société, lequel peut être contesté par les autorités fiscales. La Société croit qu'elle a pourvu de façon adéquate aux obligations fiscales pouvant découler des faits et circonstances actuels. Les écarts temporaires et les taux d'imposition pourraient changer en raison de changements budgétaires et/ou de modifications aux lois fiscales.

Goodwill, marques de commerce, autres actifs incorporels et regroupements d'entreprises

Le goodwill, les marques de commerce et les autres actifs incorporels ont principalement été constatés suite à des regroupements d'entreprises. La Société utilise la méthode de l'acquisition pour comptabiliser ses regroupements d'entreprises, laquelle méthode nécessite aussi plusieurs jugements et estimations. Lors du processus de répartition d'un regroupement d'entreprises, des justes valeurs estimatives sont allouées aux actifs nets acquis incluant les marques de commerce et les autres actifs incorporels. Ces estimations sont basées sur des prévisions de flux de trésorerie futurs, des estimations des fluctuations économiques et un taux d'actualisation estimé. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur estimative des actifs nets acquis est ensuite alloué au goodwill. Dans le cas où les justes valeurs des actifs nets diffèrent des estimations, les montants alloués aux actifs nets et spécifiquement aux marques de commerce et autres actifs incorporels pourraient différer des montants présentés. Cela affecterait ensuite directement la valeur comptable du goodwill. Toute différence dans les justes valeurs estimées affecterait également l'amortissement des autres actifs incorporels ayant une durée de vie définie.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Immobilisations

Un jugement critique est nécessaire dans la sélection et l'application des méthodes comptables et durées d'utilité de même que dans la détermination de l'importance des composantes et leur répartition respective. La direction considère la méthode linéaire comme étant la méthode d'amortissement la plus appropriée, étant donné que les usines fonctionnent, sur une base annuelle, à un niveau de production similaire, ce qui indique une production constante (se référer à la note plus haut pour davantage d'informations sur les durées d'utilité des actifs de production). Il est de l'avis de la direction que les durées de vie et les méthodes comptables présentées dans le tableau plus haut reflètent l'utilisation normale des actifs de production à long terme disponibles de même que les avantages économiques en découlant.

Dépréciation des actifs

Certains jugements et estimations significatifs sont requis lors des tests de dépréciation du goodwill, des marques de commerce, des autres actifs incorporels et des autres actifs à long terme. La direction utilise des estimations ou exerce son jugement dans la détermination des indicateurs de dépréciation, dans la définition d'une UGT, dans l'estimation de flux de trésorerie futurs et pour les autres hypothèses clés telles que les taux d'actualisation et les multiplicateurs de résultats utilisés pour déterminer une juste valeur (moins les coûts de la vente) ou une valeur d'utilité. Les estimations établies pour le goodwill, les marques de commerce et les autres actifs incorporels sont présentées à la note 8. Les autres actifs à long terme sont testés seulement lorsque des indicateurs de dépréciation sont présents.

Avantages sociaux futurs

La Société offre des régimes à prestations déterminées et à cotisations déterminées qui fournissent des prestations de retraite ainsi que d'autres avantages postérieurs à l'emploi à ses employés. Plusieurs estimations et hypothèses sont requises pour déterminer la dépense comptable en lien avec les régimes de retraite à prestations déterminées de même que pour l'obligation s'y rattachant, dont le taux de rendement des actifs disponibles pour compenser l'obligation, le taux d'actualisation utilisés pour déterminer la valeur comptable de l'obligation, le taux de croissance liés aux soins de santé, le taux de mortalité, etc. Les résultats réels seront vraisemblablement différents des hypothèses initiales. Ces gains ou pertes sont présentés dans les états consolidés du résultat global.

INCIDENCES DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ MISES EN ŒUVRE

L'IASB a procédé à de nombreuses révisions des normes en place dans le cadre de ses projets d'amélioration continue. Un sommaire des normes significatives modifiées et une analyse des changements sont présentés plus bas. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption des normes comptables révisées décrites plus bas sur les états financiers.

IFRS 7 - Instruments financiers : Informations à fournir et IAS 32 – Instruments financiers : Présentation

L'IASB a publié des modifications à IFRS 7 et IAS 32 en décembre 2011 qui clarifient les exigences pour compenser les actifs et passifs financiers, incluant une révision des exigences sur les informations à fournir pour les actifs et passifs financiers qui sont compensés. Les modifications à IFRS 7 et IAS 32 sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ou du 1^{er} janvier 2014, respectivement.

IFRS 9 - Instruments financiers

L'IASB a publié IFRS 9 en novembre 2009 dans le but à long terme de remplacer IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation et est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. La publication de cette IFRS représente la phase initiale du projet à long terme et fournit des indications sur la classification et l'évaluation des actifs et passifs financiers.

IFRS 10 - États financiers consolidés

L'IASB a publié IFRS 10 en mai 2011, qui remplace des portions de IAS 27 – États financiers consolidés et individuels. Cette nouvelle norme sera applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et devra être appliquée rétrospectivement. IFRS 10 établit des principes pour la préparation et la présentation des états financiers consolidés et plus spécifiquement établit le critère pour l'inclusion d'une autre entité dans les états financiers consolidés.

IFRS 12 - Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

L'IASB a publié IFRS 12 en mai 2011 et est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Cette nouvelle norme exige d'une entité de divulguer de l'information qui permet aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les risques associés des participations dans d'autres entités, de même que les incidences de ces participations sur sa situation, sa performance financière et sa trésorerie.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

IFRS 13 - Évaluation de la juste valeur

L'IASB a publié IFRS 13 en mai 2011 et est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Cette IFRS définit la juste valeur, délimite en une seule norme un cadre pour son évaluation et exige des informations à fournir sur l'évaluation de la juste valeur.

IAS 1 - Présentation des états financiers

L'IASB a amendé IAS 1 en juin 2011, incorporant des modifications pour refléter de nouvelles exigences pour la présentation des résultats et du résultat global dans leur état respectif. IAS 1 exige maintenant que les items du résultat global soient classés séparément dans l'état en fonction du reclassement subséquent à l'état des résultats. Ces modifications sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012.

IAS 19 (Révisé) - Avantages du personnel

L'IASB a amendé IAS 19 en juin 2011, de façon à éliminer l'option de différer la constatation des gains et pertes, pour améliorer les informations à fournir sur les risques qui sont assumés par une société qui offre un régime à prestations déterminées à ses employés et pour améliorer la présentation des changements dans les actifs et passifs résultant des régimes à prestations déterminées, incluant les réévaluations devant être présentées dans les autres éléments du résultat global. Ces révisions sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

NOTE 4 STOCKS

	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Produits finis	467 578 \$	451 959 \$	374 482 \$
Matières premières, produits en cours et fournitures	249 098	213 235	194 381
Perte de valeur des stocks	(3 791)	(3 000)	(2 109)
	712 885 \$	662 194 \$	566 754 \$

Le montant de stocks constaté à titre de charge dans les coûts d'opération pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 est de 5 523 298 000 \$ (4 674 319 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2011).

La perte de valeur des stocks de 3 791 000 \$ (3 000 000 \$ au 31 mars 2011 et 2 109 000 \$ au 1^{er} avril 2010) a été constatée à titre de charge dans les « Coûts d'opération, excluant l'amortissement », dans la catégorie « Variations des inventaires de produits finis et de produits en cours », présentés à la note 5.

NOTE 5 COÛTS D'OPÉRATION, EXCLUANT L'AMORTISSEMENT

	2012	2011
Variations des inventaires de produits finis et de produits en cours	(28 895) \$	(74 288) \$
Matières premières et consommables utilisés	4 947 166	4 154 290
(Gain) perte de change	(1 549)	999
Avantages du personnel	666 400	632 134
Frais de vente	247 565	233 345
Autres frais généraux et d'administration	268 752	268 171
Coûts d'opération totaux	6 099 439 \$	5 214 651 \$

NOTE 6 PLACEMENT DE PORTEFEUILLE

La Société détenait une participation en actions de 21 % dans Dare Holdings Ltd. (« Dare ») qui était comptabilisée comme un placement de portefeuille au 31 mars 2011 et au 1^{er} avril 2010. Le 30 juin 2010, la Société a exercé son option demandant à ce que les actions qu'elle détenait dans Dare soient rachetées à leur juste valeur marchande conformément aux termes de la convention d'actionnaires établie entre les parties. L'évaluateur a soumis son rapport sur la juste valeur marchande des actions en mai 2011 et les actions de la Société ont été rachetées pour 27 720 000 \$ le 17 juin 2011 sur une base sans préjudice. En 2011, la Société a intenté des procédures judiciaires pour contester la valeur à laquelle ses actions ont été rachetées, lesquelles sont encore en cours.

NOTE 7 IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012						
	Terrain	Bâtiment	Mobilier, machinerie et équipement	Matériel roulant	Destinées à la vente	Total
Coût						
Au 31 mars 2011	35 543 \$	394 883 \$	1 295 769 \$	7 538 \$	11 917 \$	1 745 650 \$
Ajouts	-	23 208	94 775	604	-	118 587
Cessions	(1)	(15)	(8 986)	(848)	(11 917)	(21 767)
Ajustements de conversions étrangères	299	4 746	15 822	(16)	-	20 851
Au 31 mars 2012	35 841 \$	422 822 \$	1 397 380 \$	7 278 \$	- \$	1 863 321 \$
Amortissement cumulé						
Au 31 mars 2011	-	125 405	535 187	3 603	2 372	666 567
Amortissement	-	15 837	80 205	800	-	96 842
Cessions	-	(3)	(8 986)	(848)	(2 372)	(12 209)
Ajustements de conversions étrangères	-	1 338	5 583	(5)	-	6 916
Au 31 mars 2012	- \$	142 577 \$	611 989 \$	3 550 \$	- \$	758 116 \$
Valeur nette comptable au 31 mars 2012	35 841 \$	280 245 \$	785 391 \$	3 728 \$	- \$	1 105 205 \$

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011						
	Terrain	Bâtiment	Mobilier, machinerie et équipement	Matériel roulant	Destinées à la vente	Total
Coût						
Au 1 ^{er} avril 2010	38 920 \$	382 480 \$	1 242 504 \$	13 117 \$	6 008 \$	1 683 029 \$
Acquisition d'entreprise (note 17)	-	4 620	6 180	-	-	10 800
Ajouts	-	12 891	99 000	209	-	112 100
Cessions	-	-	(13 081)	(5 682)	(6 008)	(24 771)
Transferts	(2 887)	(9 030)	-	-	11 917	-
Ajustements de conversions étrangères	(490)	3 922	(38 834)	(106)	-	(35 508)
Au 31 mars 2011	35 543 \$	394 883 \$	1 295 769 \$	7 538 \$	11 917 \$	1 745 650 \$
Amortissement cumulé						
Au 1 ^{er} avril 2010	-	111 145	469 777	8 412	-	589 334
Amortissement	-	15 064	84 917	877	-	100 858
Cessions	-	-	(13 035)	(5 654)	-	(18 689)
Transferts	-	(2 372)	-	-	2 372	-
Ajustements de conversions étrangères	-	1 568	(6 472)	(32)	-	(4 936)
Au 31 mars 2011	- \$	125 405 \$	535 187 \$	3 603 \$	2 372 \$	666 567 \$
Valeur nette comptable au 31 mars 2011	35 543 \$	269 478 \$	760 582 \$	3 935 \$	9 545 \$	1 079 083 \$

La valeur comptable nette des immobilisations en cours de construction totalise 62 386 000 \$ au 31 mars 2012 (38 056 000 \$ au 31 mars 2011 et 46 271 000 \$ au 1^{er} avril 2010) et celles-ci sont principalement constituées de machinerie et d'équipement.

Les actifs destinés à la vente ont trait principalement à des terrains et des bâtiments au Canada en raison de la fermeture de certaines usines.

NOTE 8 GOODWILL, MARQUES DE COMMERCE ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS

	2012			2011		
	Secteur Produits laitiers	Secteur Produits d'épicerie	Total	Secteur Produits laitiers	Secteur Produits d'épicerie	Total
Goodwill						
Solde au début de l'exercice	674 432 \$	169 430 \$	843 862 \$	547 265 \$	169 430 \$	716 695 \$
Écart de conversion	11 868	-	11 868	(14 234)	-	(14 234)
Acquisition d'entreprise (note 17)	2 797	-	2 797	141 401	-	141 401
Dépréciation	-	(125 000)	(125 000)	-	-	-
Total du goodwill	689 097 \$	44 430 \$	733 527 \$	674 432 \$	169 430 \$	843 862 \$
Marques de commerce						
Solde au début de l'exercice	261 229 \$	2 000 \$	263 229 \$	251 052 \$	2 000 \$	253 052 \$
Écart de conversion	970	-	970	(1 056)	-	(1 056)
Acquisition d'entreprise (note 17)	-	-	-	11 233	-	11 233
Solde à la fin de l'exercice	262 199 \$	2 000 \$	264 199 \$	261 229 \$	2 000 \$	263 229 \$
Autres actifs incorporels						
Solde au début de l'exercice	75 809 \$	- \$	75 809 \$	63 561 \$	- \$	63 561 \$
Écart de conversion	545	-	545	(299)	-	(299)
Acquisition d'entreprise (note 17)	-	-	-	17 670	-	17 670
Amortissement	(5 101)	-	(5 101)	(5 123)	-	(5 123)
Solde à la fin de l'exercice	71 253 \$	- \$	71 253 \$	75 809 \$	- \$	75 809 \$
Total des marques de commerce et autres actifs incorporels	333 452 \$	2 000 \$	335 452 \$	337 038 \$	2 000 \$	339 038 \$

Au 31 mars 2012, la valeur comptable brute des autres actifs incorporels est de 89 342 000 \$ (88 701 000 \$ au 31 mars 2011 et 71 479 000 \$ au 1^{er} avril 2010) et l'amortissement cumulé est de 18 089 000 \$ (12 892 000 \$ au 31 mars 2011 et 7 918 000 \$ au 1^{er} avril 2010).

TESTS DE DÉPRÉCIATION DES UNITÉS GÉNÉRATRICES DE TRÉSORERIE

Goodwill

Afin de déterminer si le goodwill est déprécié, la Société doit estimer le montant recouvrable des UGT ou groupes d'UGT auxquels le goodwill est alloué. La direction considère les secteurs qui suivent comme étant des UGT ou groupes d'UGT étant donné qu'ils représentent les plus bas niveaux pour lesquels le goodwill est analysé à des fins internes de la direction. Conséquemment, le goodwill a été alloué à chaque UGT ou groupe d'UGT comme suit :

Allocation du goodwill	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Produits laitiers CEA ¹	269 410 \$	269 422 \$	269 429 \$
Produits laitiers USA	419 687	405 010	277 836
Produits d'épicerie	44 430	169 430	169 430
	733 527 \$	843 862 \$	716 695 \$

¹ Canada, Europe et Argentine

Les montants recouvrables pour les Secteurs Produits laitiers CEA et Produits laitiers USA ont été estimés en utilisant un modèle d'évaluation basé sur un multiplicateur de résultats (juste valeur moins les coûts de la vente). Les hypothèses clés utilisées dans ce modèle incluent un multiple des bénéfices, des comparables de l'industrie, appliqué aux résultats les plus récents de la Société. Pour le Secteur Produits d'épicerie, le montant recouvrable a été estimé en utilisant un modèle de flux de trésorerie actualisé (valeur d'utilité) qui inclut des hypothèses clés de flux de trésorerie prévu (sur une période de cinq années), de taux de croissance finaux, de taux d'actualisation avant impôts et de taux d'impôts sur les bénéfices.

NOTE 8 GOODWILL, MARQUES DE COMMERCE ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS (SUITE)

La Société a procédé à son test de dépréciation annuel sur le goodwill au niveau des UGT ou groupes d'UGT pour les Produits laitiers CEA, les Produits laitiers USA et les Produits d'épicerie le 31 mars 2012. Pour les Produits laitiers CEA et les Produits laitiers USA, les montants recouvrables excédaient les valeurs comptables respectives incluant le goodwill et conséquemment, aucune dépréciation n'a été constatée. Aucun changement n'est raisonnablement possible dans les hypothèses clés du modèle qui pourrait mener à une dépréciation future du goodwill.

Le test de dépréciation mené sur le Secteur Produits d'épicerie a établi une valeur comptable du Secteur incluant le goodwill excédant sa valeur recouvrable. Conséquemment, une dépréciation de 125 000 000 \$ a été constatée au bénéfice net et en diminution du goodwill. La dépréciation reflète une croissance stagnante du marché dans les ventes de petits gâteaux. La dépréciation est calculée en utilisant un modèle basé sur les flux de trésorerie actualisés qui requière l'estimation de plusieurs hypothèses clés telles que les flux de trésorerie futurs, les taux de croissance finaux, les taux d'actualisation avant impôts et les taux d'impôts sur les bénéfices. Tout changement négatif dans l'estimation de ces variables résulterait en une dépréciation additionnelle.

La dépréciation établie plus haut représente une charge non-monnaire qui n'affecte pas les liquidités de la Société, sa position de trésorerie ou ses opérations en cours.

Marques de commerce et autres actifs incorporels

Les marques de commerce et les autres actifs incorporels sont inclus dans les UGT ou groupes d'UGT comme suit :

Allocation des marques de commerce et autres actifs incorporels	31 mars 2012	31 mars 2011	1^{er} avril 2010
Produits laitiers CEA ¹	283 223 \$	287 465 \$	291 671 \$
Produits laitiers USA	50 229	49 573	22 942
Produits d'épicerie	2 000	2 000	2 000
	335 452 \$	339 038 \$	316 613 \$

¹Canada, Europe et Argentine

Aux fins des tests de dépréciation des marques de commerce et autres actifs incorporels (pour ceux qui ne sont pas amortissables), les montants recouvrables des UGT ou groupes d'UGT auxquels ils appartiennent ont été estimés en utilisant des flux de trésorerie actualisés (valeur d'utilité) en fonction des principales hypothèses clés suivantes :

- **Flux de trésorerie** : Les prévisions de flux de trésorerie pour une marque de commerce donnée sont basées sur les bénéfices avant intérêt, impôts sur les bénéfices et amortissement et sont ajustés des taux de croissance finaux et des taux d'impôts prévus. La prévision des flux de trésorerie n'excède pas un horizon de cinq années, avec une valeur finale calculée comme étant perpétuelle dans la dernière année.
- **Facteur de croissance** : La direction utilise un taux de croissance final pour ajuster ses prévisions des flux de trésorerie selon les hausses attendues de l'inflation et des revenus des produits exploités sous une marque de commerce.
- **Taux d'actualisation** : Les flux de trésorerie sont actualisés en utilisant des taux d'actualisation avant impôts.

La Société a procédé à un test de dépréciation sur ses marques de commerce et autres actifs incorporels le 31 mars 2012 en utilisant la valeur d'utilité (les flux de trésorerie actualisés) pour établir les montants recouvrables. Les montants recouvrables pour chaque marque de commerce et autres actifs incorporels non sujets à l'amortissement ont ensuite été comparés à leurs valeurs comptables. Dans tous les cas, les montants recouvrables excédaient les valeurs comptables et par conséquent, aucune dépréciation n'a été constatée. Pour les actifs incorporels amortissables et ayant une durée de vie définie, il n'existait aucun indicateur de dépréciation pour l'exercice fiscal 2012.

NOTE 9 AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

	2012	2011	2010
Taxes à recevoir	10 180 \$	12 148 \$	15 893 \$
Autres	7 851	6 933	9 928
	18 031 \$	19 081 \$	25 821 \$

NOTE 10 EMPRUNTS BANCAIRES

La Société dispose de facilités de crédit bancaire lui permettant d'obtenir des emprunts bancaires non garantis comme suit :

Facilités de crédit	Échéance	Disponible pour utilisation		Montant utilisé		
		Équivalent en devise canadienne	Devise de base	2012	2011	2010
Amérique du Nord-Devise US	Décembre 2012 ¹	149 625	150 000 USD	- \$	9 015 \$	- \$
Amérique du Nord-Devise CAD	Décembre 2012 ¹	369 075	370 000 USD	149 000	135 000	30 000
Argentine	Annuelle ²	109 536	480 000 ARS	16 958	23 270	28 213
Allemagne	Annuelle ³	6 661	5 000 EUR	673	3 304	-
Royaume-Uni	Annuelle ³	11 179	7 000 GBP	-	-	3 359
		646 076		166 631 \$	170 589 \$	61 572 \$

¹ Portent mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majorés jusqu'à un maximum de 0,25 % ou le taux LIBOR ou le taux des acceptations bancaires majorés de 0,50 % jusqu'à un maximum de 1,125 %, selon un ratio financier de la Société.

² Portent mensuellement intérêt au taux local et peuvent être utilisées en ARS ou en dollar US.

³ Portent mensuellement intérêt au taux de base majoré de 1,50 % ou LIBOR-EURIBOR majoré de 1,50 %.

NOTE 11 DETTE À LONG TERME

	2012	2011	2010
Effets de premier rang non garantis ¹			
8,41 %, émis en novembre 1999 et échéant en novembre 2014 (50 000 000 \$ US)	49 875 \$	48 480 \$	50 790 \$
5,34 %, émis en juin 2009 et échéant en juin 2014	110 000	110 000	110 000
5,82 %, émis en juin 2009 et échéant en juin 2016	220 000	220 000	220 000
	379 875 \$	378 480 \$	380 790 \$

Les versements de capital sont les suivants :

	2012	2011	2010
Moins de un an	- \$	- \$	- \$
1-2 ans	-	-	-
2-3 ans	159 875	-	-
3-4 ans	-	158 480	-
4-5 ans	220 000	-	160 790
Plus de 5 ans	-	220 000	220 000
	379 875 \$	378 480 \$	380 790 \$

¹ Les paiements d'intérêts sont semi-annuels.

NOTE 12 AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	2012	2011	2010
Avantages du personnel (note 18)	51 777 \$	30 268 \$	34 875 \$
Autres	2 709	2 459	517
	54 486 \$	32 727 \$	35 392 \$

NOTE 13 CAPITAL-ACTIONS

AUTORISÉ

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et privilégiées. Les actions ordinaires sont votantes et participantes. Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, les modalités et les privilèges de chaque série devant être établis au moment de leur émission.

	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
EMIS			
199 037 565 actions ordinaires (203 830 505 actions ordinaires en 2011 et 207 425 823 en 2010)	629 606 \$	617 675 \$	584 749 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2012, 1 268 760 actions ordinaires (2 280 457 en 2011 et 1 758 740 en 2010) ont été émises pour un montant de 25 266 000 \$ (40 375 000 \$ en 2011 et 26 008 000 \$ en 2010) en vertu du régime d'options d'achat d'actions. Pour les options d'achat d'actions octroyées depuis le 1^{er} avril 2002, le montant comptabilisé auparavant comme une augmentation du surplus d'apport a été transféré au capital-actions à l'exercice de ces options. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012, le montant transféré à la réserve de rémunération à base d'actions s'élève à 5 506 000 \$ (9 831 000 \$ en 2011 et 7 075 000 \$ en 2010).

Dans le cadre d'un programme de rachat dans le cours normal des activités, commencé le 15 novembre 2010 et venu à échéance le 14 novembre 2011, la Société était autorisée à racheter, à des fins d'annulation, un maximum de 10 315 947 actions ordinaires. Dans le cadre d'un nouveau programme de rachat dans le cours normal des activités commencé le 15 novembre 2011 et venant à échéance le 14 novembre 2012, la Société est autorisée à racheter, à des fins d'annulation, un maximum de 10 030 630 actions ordinaires. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2012, la Société a racheté 6 061 700 actions ordinaires, à des prix variant entre 36,46 \$ et 47,57 \$ l'action, dans le cadre des programmes de rachat dans le cours normal des activités. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions, d'un montant de 227 937 000 \$, a été imputé aux bénéfices non distribués. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2011, la Société a racheté 5 875 775 actions ordinaires, à des prix variant entre 31,90 \$ et 43,50 \$ l'action, dans le cadre des programmes de rachat dans le cours normal des activités. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions, d'un montant de 200 616 000 \$, a été imputé aux bénéfices non distribués. Au 31 mars 2012, 118 400 des actions rachetées, ayant une valeur comptable de 372 404 \$ et un prix de rachat de 5 086 434 \$, étaient détenues par la Société et ont été annulées après la fin de l'exercice.

RÉGIME D'OPTION D'ACHAT D'ACTIONS

La Société a mis sur pied un régime d'options d'achat d'actions visant l'achat d'actions ordinaires par des employés clés et des dirigeants de la Société. Le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises en vertu du régime ne peut dépasser 22 749 130 actions. Au 31 mars 2012, 12 995 846 actions ordinaires peuvent être émises en vertu de ce régime en plus des 8 484 524 actions ordinaires sous-jacentes aux options en circulation. Le prix d'exercice de chaque option octroyée avant le 31 juillet 2007 correspond au cours de clôture des actions de la Société la journée précédant la date d'octroi. Après cette date, les options peuvent être exercées à un prix qui ne peut être inférieur à la moyenne pondérée du cours des actions pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi. Ces options sont acquises à raison de 20 % par année et expirent dix ans après la date de leur octroi.

Les options émises et en circulation à la fin de l'exercice sont les suivantes :

Périodes d'octroi	Prix d'exercice	31 mars 2012		31 mars 2011	
		Nombre d'options	Nombre d'options exerçables	Nombre d'options	Nombre d'options exerçables
2003	15,18 \$	16 660	16 660	155 836	155 836
2004	11,25 \$	245 064	245 064	347 719	347 719
2005	16,53 \$	307 307	307 307	429 057	429 057
2006	18,08 \$	479 490	479 490	562 285	562 285
2007	16,35 \$	788 778	788 778	995 661	627 321
2008	23,09 \$	999 514	702 348	1 194 394	586 770
2009	27,81 \$	1 129 998	562 368	1 293 413	420 660
2010	21,40 \$	1 714 527	487 065	1 964 091	254 057
2011	29,32 \$	1 586 001	262 600	1 731 782	-
2012	43,22 \$	1 217 185	-	-	-
		8 484 524	3 851 680	8 674 238	3 383 705

NOTE 13 CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Le nombre d'options en circulation a varié de la façon suivante :

	2012		2011	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	8 674 238	22,62 \$	9 413 750	20,13 \$
Options octroyées	1 244 780	43,22 \$	1 753 233	29,32 \$
Options levées	(1 268 760)	19,91 \$	(2 280 457)	17,70 \$
Options annulées	(165 734)	28,62 \$	(212 288)	20,61 \$
Solde à la fin de l'exercice	8 484 524	25,92 \$	8 674 238	22,62 \$

Le prix d'exercice des options octroyées durant l'exercice 2012 est de 43,22 \$, ce qui correspond à la moyenne pondérée du cours des actions sur le marché pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi (29,32 \$ en 2011).

La juste valeur des options octroyées durant l'exercice 2012 a été estimée à 8,96 \$ par option (6,28 \$ en 2011) au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	2012	2011
Moyenne pondérée :		
Taux d'intérêt sans risque	2,65%	2,70%
Durée prévue des options	5 ans	5 ans
Volatilité	21,66%	23,96%
Taux de dividendes	1,24%	1,70%

Une charge de rémunération de 9 288 000 \$ (8 235 000 \$ après impôts sur les bénéfices) relative aux options d'achat d'actions a été comptabilisée à l'état des résultats pour l'exercice terminé le 31 mars 2012 et de 8 375 000 \$ (7 538 000 \$ après impôts sur les bénéfices) pour l'exercice terminé le 31 mars 2011.

Des options visant l'acquisition de 1 884 991 actions ordinaires à un prix de 42,96 \$ l'action ont été octroyées le 1^{er} avril 2012.

RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES À L'INTENTION DES ADMINISTRATEURS

Conformément au régime d'unités d'actions différées, tous les administrateurs admissibles de la Société se font annuellement allouer un nombre fixe d'unités d'actions différées, qui sont octroyées sur une base trimestrielle. De plus, les administrateurs admissibles reçoivent une rémunération trimestrielle soit en espèces ou en unités d'actions différées, au choix de chaque administrateur. Si un administrateur choisit de recevoir des unités d'actions différées, le nombre d'unités d'actions différées varie car il est établi selon la valeur de marché des actions ordinaires de la Société à chaque date d'octroi. Suivant la cessation des fonctions d'un administrateur de la Société, un paiement en espèces égal à la valeur de marché des unités d'actions différées accumulées sera versé. Le passif lié à ces unités est ajusté en multipliant le nombre d'unités en circulation par la valeur de marché des actions ordinaires à la fin de l'exercice de la Société. La variation du passif est enregistrée comme une charge dans les coûts d'opération.

	2012		2011	
	Unités	Passif	Unités	Passif
Solde au début de l'exercice	220 234	10 077 \$	181 398	5 623 \$
Octroi annuel	18 666	795	20 000	744
Rémunération du conseil	16 449	698	18 836	688
Augmentation en raison de la variation du prix des actions	-	(37)	-	3 022
Solde à la fin de l'exercice	255 349	11 533 \$	220 234	10 077 \$

Le 23 février 2012, la Société a conclu un contrat à terme sur 220 000 actions ordinaires de Saputo inc., d'une valeur nominale de 8 957 989 \$ dans le but d'atténuer les coûts de rémunération associés à son régime d'unités d'actions différées. La Société a constaté un gain de 374 946 \$ qui a réduit la dépense en lien avec le régime d'unités d'actions différées lors de la réévaluation du contrat à terme au 31 mars 2012.

NOTE 14 AUTRES CHARGES FINANCIÈRES

	2012	2011
Charges financières	2 387 \$	1 635 \$
Revenus financiers	(246)	(972)
Gain sur une avance intersociétés libellée en devise étrangère	(572)	-
	1 569 \$	663 \$

NOTE 15 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts sur les bénéfices se détaille comme suit :

	2012	2011
Charge d'impôt exigible	187 601 \$	143 759 \$
Charge d'impôt différé	10 897	51 016
Charge d'impôt sur les bénéfices	198 498 \$	194 775 \$

RAPPROCHEMENT DU TAUX D'IMPÔT EFFECTIF

Le taux d'impôt effectif de la Société était de 34,26 % en 2012 (30,21 % en 2011). La charge d'impôts sur les bénéfices de la Société diffère de celle obtenue par l'application des taux canadiens prévus par la loi en raison des éléments suivants :

	2012	2011
Bénéfice avant impôts	579 338 \$	644 826 \$
Charge d'impôts, calculée aux taux canadiens prévus par la loi de 26,00 % (27,58 % en 2011)	150 635	177 869
Écarts attribuables aux éléments suivants :		
Incidence des taux d'imposition de filiales étrangères	29 235	21 872
Modification des lois fiscales et des taux d'imposition	(293)	(1 063)
Bénéfice découlant de placement dans les filiales	(13 177)	(12 908)
Déduction de fabrication et transformation	(3 968)	(1 339)
Dépréciation du goodwill	32 500	-
Rémunération à base d'actions	1 868	1 900
Effet des pertes reportables pour lesquelles aucune charge d'impôt différé n'a été comptabilisée	660	858
Ajustement au titre d'exercices antérieurs	3 325	3 314
Autres	(2 287)	4 272
Charge d'impôts	198 498 \$	194 775 \$

Au cours de l'année, en raison d'une diminution du taux d'impôt corporatif canadien, le taux d'imposition prévu par la loi a diminué de 1,58 %.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES COMPTABILISÉS DANS LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Les impôts sur les bénéfices comptabilisés dans les autres éléments du résultat global en 2012 et 2011 se détaillent comme suit :

	2012	2011
Économie d'impôt différé sur les pertes actuarielles au titre des avantages du personnel	7 661 \$	435 \$
Total des impôts sur les bénéfices comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	7 661 \$	435 \$

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES COMPTABILISÉS DANS LES CAPITAUX PROPRES

Les impôts sur les bénéfices sur les items comptabilisés dans les capitaux propres en 2012 et 2011 se détaillent comme suit :

	2012	2011
Économie d'impôts excédentaires découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	1 670 \$	2 159 \$
Total des impôts sur les bénéfices comptabilisés dans les capitaux propres	1 670 \$	2 159 \$

NOTE 15 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (SUITE)

IMPÔTS À RECEVOIR ET IMPÔTS À PAYER

	2012	2011
Impôts à recevoir	364 \$	12 623 \$
Impôts à payer	(163 996)	(198 638)
Impôts à payer (nets)	(163 632) \$	(186 015) \$

IMPÔTS DIFFÉRÉS

	2012	2011
Actifs d'impôt différé	7 441 \$	5 469 \$
Passifs d'impôt différé	(156 632)	(151 483)
Passifs d'impôt différé (nets)	(149 191) \$	(146 014) \$

ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

Le mouvement des actifs et passifs d'impôt différé sont présentés ci-dessous :

	Solde au 1er avril 2011	Charge/économie inscrite aux bénéfices nets	Charge/économie inscrite aux autres éléments du résultat global ou aux capitaux propres	Écart de change et autres	Solde au 31 mars 2012
Actifs d'impôt différé					
Créditeurs et charges à payer	15 144 \$	4 513 \$	- \$	296 \$	19 953 \$
Pertes fiscales	21 425	(9 686)	-	471	12 210
Placement de portefeuille	(971)	887	-	(2)	(86)
Actif net au titre des régimes de retraite	7 167	(1 844)	7 661	33	13 017
	42 765 \$	(6 130) \$	7 661 \$	798 \$	45 094 \$
Passifs d'impôt différé					
Stocks	22 137 \$	(17 426) \$	- \$	388 \$	5 099 \$
Immobilisations	150 026	14 183	-	2 652	166 861
Autres	14 116	8 010	-	(2 301)	19 825
Dette à long terme	2 500	-	-	-	2 500
	188 779 \$	4 767 \$	- \$	739 \$	194 285 \$

	Solde au 1 ^{er} avril 2010	Charge/économie inscrite aux bénéfices nets	Charge/économie inscrite aux autres éléments du résultat global ou aux capitaux propres	Acquisitions	Écart de change et autres	Solde au 31 mars 2011
Actifs d'impôt différé						
Créditeurs et charges à payer	14 451 \$	(458) \$	- \$	1 875 \$	(724) \$	15 144 \$
Pertes fiscales	230	2 517	-	19 554	(876)	21 425
Placement de portefeuille	743	(1 634)	-	(84)	4	(971)
Actif net au titre des régimes de retraite	8 691	(1 908)	435	-	(51)	7 167
	24 115 \$	(1 483) \$	435 \$	21 345 \$	(1 647) \$	42 765 \$
Passifs d'impôt différé						
Stocks	3 706 \$	21 522 \$	- \$	(2 012) \$	(1 079) \$	22 137 \$
Immobilisations	129 948	24 739	-	104	(4 765)	150 026
Autres	27 356	3 272	-	(23 227)	6 715	14 116
Dette à long terme	2 500	-	-	-	-	2 500
	163 510 \$	49 533 \$	- \$	(25 135) \$	871 \$	188 779 \$

Passifs d'impôt différé nets, au 1 ^{er} avril 2010	139 395
Passifs d'impôt différé nets, au 31 mars 2011	146 014
Passifs d'impôt différé nets, au 31 mars 2012	149 191

Aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé sur les bénéfices non distribués des filiales étrangères, compte tenu que la société est en mesure de contrôler le moment du renversement des différences temporelles et qu'il est probable que ces différences ne se renverseront pas dans un avenir prévisible. Le montant approximatif des différences temporelles relatif aux bénéfices non distribués des filiales étrangères était de 821 000 000 \$ au 31 mars 2012.

NOTE 15 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (SUITE)

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ NON COMPTABILISÉS

	2012	2011	2010
Pertes fiscales (Europe)	21 847 \$	18 663 \$	17 457 \$
Différences temporelles déductibles (Europe)	1 493	1 310	(64)
	23 340 \$	19 973 \$	17 393 \$

Les pertes fiscales peuvent être reportées indéfiniment. Aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé au titre des pertes fiscales et des différences temporelles déductibles, puisqu'il est considéré improbable qu'il existe des bénéfices imposables futurs à l'égard desquels la Société pourra imputer ces avantages fiscaux.

NOTE 16 RÉSULTAT PAR ACTION

	2012	2011
Bénéfice net	380 840 \$	450 051 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	201 614 933	205 974 018
Options dilutives	3 352 628	3 052 491
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	204 967 561	209 026 509
Bénéfice de base par action	1,89 \$	2,18 \$
Bénéfice dilué par action	1,86 \$	2,15 \$

Lors du calcul du bénéfice par action dilué pour l'exercice terminé le 31 mars 2012, 1 217 185 options (aucune option pour l'exercice terminé le 31 mars 2011) ont été exclues du calcul en raison de leur prix d'exercice supérieur à la valeur de marché moyenne de l'exercice.

Les actions rachetées dans le cadre des programmes de rachat dans le cours normal des activités ont été exclues du calcul du résultat par action à la date de rachat.

NOTE 17 ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Le 25 mars 2011, la Société a complété l'acquisition de la totalité des actions en circulation de Fairmount Cheese Holdings Inc., la société-mère de DCI Cheese Company, Inc.

		31 mars 2011
		DCI Cheese Company, Inc.
Actifs acquis	Encaisse	660 \$
	Débiteurs	32 003
	Stocks	51 700
	Frais payés d'avance	1 333
	Immobilisations	10 800
	Goodwill	141 401
	Marques de commerce et autres actifs incorporels	28 903
	Impôt différé	46 480
Passifs pris en charge	Créditeurs et charges à payer	37 523
	Autres éléments de passif	2 557
Actifs nets acquis		273 200 \$
Contrepartie	En espèces	265 672 \$
	Balance à payer	7 528
	Contrepartie totale	273 200 \$

Un montant de 10 325 000 \$ a été payé durant l'année afin de finaliser le prix d'achat duquel un montant de 7 528 000 \$ était une balance à payer au 31 mars 2011 et donc, un ajustement de 2 797 000 \$ au goodwill a été fait pour l'exercice courant.

NOTE 18 RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX

La Société offre divers régimes d'avantages sociaux postérieurs à l'emploi, comme des régimes à cotisations déterminées et à prestations déterminées et d'autres avantages sociaux postérieurs à l'emploi. Conformément à IAS 19 - Avantages du personnel, les avantages postérieurs à l'emploi sont classés comme régimes à cotisations déterminées ou régimes à prestations déterminées.

Régimes à cotisations déterminées

La Société offre des régimes de retraite à cotisations déterminées auxquels elle participe et auxquels adhèrent plus de 90 % de ses employés actifs. La charge nette de retraite liée à ces types de régimes est généralement égale aux cotisations effectuées par l'employeur et constitue une charge pour l'exercice au cours duquel elle est exigible. Pour l'exercice 2012, la charge au titre des cotisations déterminées pour la Société s'est élevée à 19 150 000 \$, comparativement à 17 781 000 \$ pour l'exercice 2011.

Régimes à prestations déterminées

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées auxquels elle participe et auxquels adhère le restant de ses employés actifs. En vertu des dispositions des régimes de retraite à prestations déterminées, les prestations sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des dernières années de service.

Le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est déterminé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service et en fonction du taux d'actualisation fondé sur le rendement d'obligations de sociétés de haute qualité ainsi que selon des hypothèses retenues par la direction relativement, entre autres, au taux d'actualisation, au rendement attendu de l'actif des régimes, au taux de croissance de la rémunération et à l'âge de retraite des employés. Toutes ces estimations et évaluations sont préparées avec l'aide de conseillers externes. Les actifs et passifs des régimes ont été évalués au 31 mars avec l'aide des actuaires externes de la Société. La Société offre également d'autres avantages sociaux comme l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires à ses employés admissibles et retraités. En 2013, la Société prévoit verser environ 15 611 000 \$ à ses régimes à prestations déterminées. Le passif net de la Société au titre des régimes d'avantages sociaux postérieurs à l'emploi comprend ce qui suit :

	Régime de retraite	Autre	31 mars 2012	Régime de retraite	Autre	31 mars 2011	Régime de retraite	Autre	1 ^{er} avril 2010
Valeur actualisée des obligation financées	229 619 \$	- \$	229 619 \$	206 304 \$	- \$	206 304 \$	203 108 \$	- \$	203 108 \$
Juste valeur de l'actif	193 221	-	193 221	196 719	-	196 719	185 446	-	185 446
Valeur actualisée des obligations nettes pour les régimes capitalisés	36 398	-	36 398	9 585	-	9 585	17 662	-	17 662
Valeur actualisée des obligations non financées	4 170	10 666	14 836	3 568	10 293	13 861	2 988	9 940	12 928
Valeur actualisée des obligations nettes	40 568	10 666	51 234	13 153	10 293	23 446	20 650	9 940	30 590
Plafonnement de la valeur de l'actif	283	-	283	747	-	747	278	-	278
Incidence des montants minimums de renflouement de l'actif	260	-	260	6 075	-	6 075	4 007	-	4 007
Coût des prestations de retraite/avantages constitués au 31 mars	41 111 \$	10 666 \$	51 777 \$	19 975 \$	10 293 \$	30 268 \$	24 935 \$	9 940 \$	34 875 \$
Montant des avantages sociaux dans le bilan									
Passif	41 111 \$	10 666 \$	51 777 \$	19 975 \$	10 293 \$	30 268 \$	24 935 \$	9 940 \$	34 875 \$
Actif	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Passif net	41 111 \$	10 666 \$	51 777 \$	19 975 \$	10 293 \$	30 268 \$	24 935 \$	9 940 \$	34 875 \$

Les variations à la valeur actualisée des obligations au titre des régimes de retraite à prestations déterminées sont les suivantes :

	Régime de retraite	Autre	31 mars 2012	Régime de retraite	Autre	31 mars 2011
Obligations au titre des régimes à prestations déterminées, en début d'exercice	209 873 \$	10 292 \$	220 165 \$	206 096 \$	9 940 \$	216 036 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	4 075	19	4 094	4 409	33	4 442
Cotisations des participants au régime	776	-	776	988	-	988
Charge d'intérêts	11 234	547	11 781	11 544	551	12 095
Pertes actuarielles	23 745	449	24 194	3 270	491	3 761
Écarts de change	98	10	108	(195)	(21)	(216)
Prestations payées	(16 012)	(651)	(16 663)	(16 239)	(702)	(16 941)
Obligations au titre du régime à prestations déterminées, en fin d'exercice	233 789 \$	10 666 \$	244 455 \$	209 873 \$	10 292 \$	220 165 \$

NOTE 18 RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX (SUITE)

Les variations à la juste valeur des actifs du régime sont les suivantes :

	Régime de retraite	Autre	31 mars 2012	Régime de retraite	Autre	31 mars 2011
Juste valeur de l'actif des régimes, en début d'exercice	196 719 \$	- \$	196 719 \$	185 446 \$	- \$	185 446 \$
Rendement attendu	13 092	-	13 092	12 340	-	12 340
Gains (pertes) actuariels	(10 991)	-	(10 991)	4 544	-	4 544
Part de l'employeur	9 569	651	10 220	9 774	702	10 476
Cotisations des participants	776	-	776	988	-	988
Écarts de change	68	-	68	(135)	-	(135)
Prestations payées	(16 012)	(651)	(16 663)	(16 238)	(702)	(16 940)
Juste valeur de l'actif des régimes, en fin d'exercice	193 221 \$	- \$	193 221 \$	196 719 \$	- \$	196 719 \$

Pour l'exercice 2012, le rendement réel de l'actif du régime est un gain de 2 101 000 \$, comparativement à un gain de 16 884 000 \$ pour l'exercice 2011.

La juste valeur de l'actif des régimes, qui n'inclut pas d'actif de la Société, se compose comme suit :

	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Obligations	46%	47%	47%
Instruments de capitaux propres	52%	51%	51%
Espèces et placements à court terme	2%	2%	2%
	100%	100%	100%

Les charges constatées ci-dessous sont incluses dans les « coûts d'opération, excluant l'amortissement » dans la catégorie « Avantages du personnel » (se reporter à la note 5) et sont présentés en détail ci-dessous :

	Régime de retraite	Autre	31 mars 2012	Régime de retraite	Autre	31 mars 2011
Coûts des services pour l'employeur	4 075 \$	19 \$	4 094 \$	4 409 \$	33 \$	4 442 \$
Charge d'intérêts	11 234	547	11 781	11 544	551	12 095
Rendement attendu de l'actif des régimes	(13 092)	-	(13 092)	(12 340)	-	(12 340)
Charges au titre des régimes à prestations déterminées	2 217 \$	566 \$	2 783 \$	3 613 \$	584 \$	4 197 \$

La Société a choisi de comptabiliser hors résultats les écarts actuariels (gains et pertes) à la période pendant laquelle ils surviennent, en ce qui a trait à la totalité de ses régimes à prestations déterminées. Ces gains et pertes actuariels sont constatés dans les autres éléments du résultat global et présentés ci-dessous :

	Régime de retraite	Autre	31 mars 2012	Régime de retraite	Autre	31 mars 2011
(Pertes) gains nets au cours de l'exercice	(34 736) \$	(449) \$	(35 185) \$	1 275 \$	(491) \$	784 \$
Incidence du plafonnement de la valeur de l'actif	462	-	462	(469)	-	(469)
Incidence du passif supplémentaire au titre des montants minimums de renflouement de l'actif	5 814	-	5 814	(2 068)	-	(2 068)
Montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	(28 460) \$	(449) \$	(28 909) \$	(1 262) \$	(491) \$	(1 753) \$
Montant cumulatif en début d'exercice	1 275 \$	(491) \$	784 \$	- \$	- \$	- \$
(Pertes) gains nets au cours de l'exercice	(34 736)	(449)	(35 185)	1 275	(491)	784
Montant cumulatif en fin d'exercice	(33 461) \$	(940) \$	(34 401) \$	1 275 \$	(491) \$	784 \$

Les hypothèses pondérées moyennes utilisées dans le calcul des obligations au titre des avantages à la date du bilan sont les suivantes :

	31 mars 2012	31 mars 2011
Taux d'actualisation	4,74%	5,49%
Augmentations salariales futures	3,00%	3,00%

NOTE 18 RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX (SUITE)

Les hypothèses pondérées moyennes utilisées dans le calcul du coût périodique net des régimes de retraite sont énoncées ci-après :

	31 mars 2012	31 mars 2011
Taux d'actualisation	5,49%	6,00%
Rendement attendu de l'actif des régimes	6,75%	6,75%
Augmentations salariales futures	3,00%	3,50%

Aux fins de mesure, un taux annuel de 4,87 % à 10,00 % d'augmentation a été utilisé pour l'évaluation des coûts des avantages sociaux comme l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires pour l'exercice. L'hypothèse posée est que ce taux diminuera graduellement à 4,87 % jusqu'en 2017. En comparaison, au cours de l'exercice précédent, le taux annuel utilisé pour l'exercice était de 4,16 % à 11,00 % et ce taux devait, selon l'hypothèse, diminuer graduellement à 4,74 % jusqu'en 2016.

Plusieurs facteurs sont pris en compte dans l'élaboration de prévisions concernant le rendement à long terme de l'actif des régimes. Parmi ces facteurs, en ce qui a trait aux régimes de retraite à prestations déterminées, il faut prendre en compte le taux de rendement historique des principaux indices boursiers et obligataires ainsi que les taux de rendement attendus à long terme, selon les prévisions des conseillers en placement des régimes de retraite.

Le taux tendanciel du coût des soins médicaux a une incidence sur les montants constatés dans les résultats. Une variation d'un point de pourcentage du taux tendanciel du coût des soins médicaux n'aurait qu'une faible incidence sur les coûts et obligations.

L'historique de la valeur actualisée des obligations au titre des régimes de retraite à prestations déterminées, de la juste valeur de l'actif des régimes, des déficits des régimes et tout rajustement lié à l'expérience des régimes sont présentés ci-dessous :

	Régime de retraite	Autre	31 mars 2012	Régime de retraite	Autre	31 mars 2011	Régime de retraite	Autre	1 ^{er} avril 2010
Valeur actualisée au titre des régimes à prestations déterminées	(233 789) \$	(10 666) \$	(244 455) \$	(209 873) \$	(10 292) \$	(220 165) \$	(206 095) \$	(9 940) \$	(216 035) \$
Juste valeur de l'actif du régime	193 221	-	193 221	196 719	-	196 719	185 446	-	185 446
Déficit	(40 568) \$	(10 666) \$	(51 234) \$	(13 154) \$	(10 292) \$	(23 446) \$	(20 649) \$	(9 940) \$	(30 589) \$
Ajustement liés à l'expérience :									
(augmentation)/diminution des passifs du régime	(3 148) \$	211 \$	(2 937) \$	(76) \$	(283) \$	(359) \$	- \$	- \$	- \$
Ajustement liés à l'expérience :									
augmentation/(diminution) de l'actif du régime	(10 991) \$	- \$	(10 991) \$	4 544 \$	- \$	4 544 \$	- \$	- \$	- \$

NOTE 19 ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

CONTRATS DE LOCATION

La Société exerce certaines de ses activités dans des locaux loués et est également liée en vertu de contrats de location pour de l'équipement et du matériel roulant. Les loyers minimaux exigibles pour les exercices futurs s'établissent comme suit :

Moins de un an	17 332 \$
1 à 2 ans	14 598
2 à 3 ans	11 465
3 à 4 ans	9 447
4 à 5 ans	5 746
Plus de 5 ans	18 775
	77 363 \$

La Société garantit à certains bailleurs une tranche de la valeur résiduelle de certains actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation dont les derniers viennent à échéance en 2017. Si la valeur de marché des actifs loués, à l'échéance de leur contrat de location-exploitation respectif, est inférieure à la valeur résiduelle garantie, la Société est tenue d'indemniser les bailleurs pour le manque à gagner, sous réserve de certaines conditions, jusqu'à concurrence d'une valeur maximale. La Société est d'avis que le montant d'indemnisation potentiel n'aura pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

NOTE 19 ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (SUITE)

RÉCLAMATIONS

La Société est défenderesse dans certaines réclamations dans le cours normal de ses activités. De plus, la Société est défenderesse dans certaines réclamations ou avis de cotisations des autorités fiscales dans différentes juridictions. La Société est d'avis que le règlement final de ces réclamations et/ou avis de cotisations n'aura aucune incidence importante sur ses résultats ou sa situation financière.

INDEMNISATIONS

De temps à autre, la Société fournit des indemnités à des tierces parties dans le cours normal de ses activités, dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs. Ces clauses d'indemnité peuvent toucher des violations de représentations et de garanties, de même que des réclamations futures à l'égard de certaines obligations, notamment en ce qui a trait à des questions fiscales ou environnementales. Les modalités de ces clauses d'indemnité sont de durées variées. Au 31 mars 2012, étant donné que la nature et le montant de ces indemnités dépendent d'événements futurs, la Société n'est pas en mesure d'évaluer de manière raisonnable le paiement éventuel maximal qu'elle peut être tenue de verser en vertu de ces ententes. La Société n'a versé aucun paiement d'indemnité important par le passé et, aux 31 mars 2012, 31 mars 2011 et 1^{er} avril 2010, elle n'a comptabilisé aucun passif lié à ces indemnités.

NOTE 20 OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société reçoit des biens et services (location, déplacement, transport, logement et frais de gestion) de sociétés contrôlées ou sous influence notable par voie de la participation de son actionnaire principal ou fournit ces biens et services à ces sociétés. Ces opérations, qui ne sont pas significatives pour la position financière ou les résultats financiers de la Société, ont été effectuées dans le cours normal des activités et elles ont été comptabilisées à la juste valeur, qui est la valeur marchande de transactions similaires.

Les transactions avec les principaux dirigeants (salaires, bonus, options et paiements en vertu du régime d'unités d'actions différées) sont aussi considérées comme étant des opérations entre parties liées. La direction définit les principaux dirigeants comme étant les membres de la haute direction visés : le chef de la direction, le chef des finances et les trois membres de la haute direction les mieux rémunérés de la Société, faisant partie des personnes ayant la responsabilité et l'autorité pour contrôler, superviser et planifier les activités de la Société, de même que les administrateurs de la Société.

Les opérations entre parties liées durant l'année sont résumées ainsi :

	2012		2011	
Sociétés contrôlées ou sous influence notable par voie de la participation de son actionnaire principal	\$	2 587	\$	3 161
Principaux dirigeants				
Administrateurs		2 293		2 214
Membres de la haute direction visés		10 043		9 451
	\$	14 923	\$	14 826

Les produits laitiers et les autres services fournis par la Société ont été les suivants :

	2012		2011	
Sociétés contrôlées ou sous influence notable par voie de la participation de son actionnaire principal	\$	405	\$	382

Les débiteurs et les créditeurs et charges à payer liés aux transactions mentionnées plus haut sont résumés ainsi :

	Débiteurs			Créditeurs et charges à payer		
	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Sociétés contrôlées ou sous influence notable par voie de la participation de son actionnaire principal	\$ 29	\$ 42	\$ 48	\$ 33	\$ 28	\$ 38
Principaux dirigeants						
Administrateurs	-	-	-	11 534	10 078	5 623
Membres de la haute direction visés	-	-	-	7 359	6 289	4 912
	\$ 29	\$ 42	\$ 48	\$ 18 926	\$ 16 395	\$ 10 573

NOTE 20 OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES (SUITE)

Les montants à payer aux administrateurs consistent entièrement en des soldes payables en vertu du régime d'unités d'actions différées. Se référer à la note 13 pour des renseignements supplémentaires. Les montants à payer aux membres de la haute direction visés consistent en des avantages du personnel à court terme et des avantages postérieurs à la retraite.

L'information qui suit est un sommaire des compagnies liées sous le contrôle de Saputo inc., soit directement ou via d'autres entités sous le contrôle de la Société :

Compagnie apparentée	Pourcentage détenu	Compagnie apparentée	Pourcentage détenu
La Fromagerie 1860 Du Village Inc.	100%	Spezialitäten - Käserei Saputo GmbH	100%
La Maison Alexis de Portneuf Inc.	100%	Saputo Cheese (U.K.) Limited	100%
Saputo Cheese USA Inc.	100%	Saputo Boulangerie Inc.	100%
Saputo Produits Laitiers Canada S.E.N.C.	100%	Molfino Hermanos S.A.	100%
DCI Cheese Company Inc.	100%		

RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

La charge de rémunération, pour des transactions avec les principaux dirigeants de la Société, est résumée comme suit :

	2012	2011
Administrateurs		
Rémunération par des paiements en espèces	800 \$	781 \$
Attributions à base d'actions	1 493	1 433
	2 293 \$	2 214 \$
Membres de la haute direction visés		
Avantages à court terme du personnel	7 928 \$	7 635 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	1 001	571
Attributions à base d'actions	1 114	1 245
	10 043 \$	9 451 \$
Rémunération totale	12 336 \$	11 665 \$

NOTE 21 INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal des activités, la Société utilise plusieurs instruments financiers qui, de par leur nature, impliquent certains risques dont le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. Le risque de marché inclut le risque de prix (dont le risque de prix des marchandises), le risque de taux de change ainsi que le risque de taux d'intérêt. Ces instruments financiers font l'objet de conditions habituelles de crédit, de contrôles financiers, de gestion du risque ainsi que de procédures de contrôle.

RISQUE DE CRÉDIT

Les instruments financiers qui sont potentiellement assujettis à une concentration du risque de crédit pour la Société sont les équivalents de trésorerie et les débiteurs.

Les équivalents de trésorerie sont principalement composés de dépôts à court terme. Aucun équivalent de trésorerie n'est constitué d'actifs soutenus par du papier commercial. La Société a déposé les équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières réputées.

La Société fournit du crédit à ses clients dans le cours normal des activités. Des évaluations de crédit sont effectuées sur une base régulière et les états financiers tiennent compte d'une provision pour créances douteuses.

La Société considère qu'elle est exposée à un faible risque de concentration de crédit en lien avec les débiteurs, compte tenu de la diversité et l'ampleur de sa clientèle et de sa diversité géographique. Il n'y avait aucun compte à recevoir supérieur à 10 % du solde total des débiteurs aux 31 mars 2012, 31 mars 2011 et 1^{er} avril 2010.

NOTE 21 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

La provision pour créances douteuses ainsi que les débiteurs échus sont revus par la direction à toutes les dates de bilan. La Société révisé l'estimation de sa provision pour créances douteuses en fonction de la recouvrabilité des débiteurs en fonction du solde de chaque client en considérant l'historique et les tendances des comptes échus. Les débiteurs sont radiés une fois déterminés comme étant non recouvrables.

En moyenne, 10 % des débiteurs de la Société sont considérés comme échus au-delà des termes standards, mais ne sont pas dépréciés. La valeur comptable des débiteurs est réduite par la provision pour créances douteuses et le montant de la perte est comptabilisé dans l'état des résultats dans les coûts d'opération. Les recouvrements subséquents de montants radiés antérieurement sont portés en diminution des coûts d'opération dans l'état des résultats. Cependant, la direction ne croit pas que ces provisions soient significatives.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières aux moments requis. La Société gère ses liquidités en fonction de sa gestion du capital ainsi que de son levier financier, tel que mentionné à la note 22 relativement à la gestion du capital. De plus, la direction gère le risque de liquidité en analysant continuellement les flux de trésorerie actuels et projetés. Le conseil d'administration révisé et approuve les budgets opérationnels et les dépenses en capital de la Société ainsi que toutes transactions significatives qui ne sont pas effectuées dans le cours normal des activités.

RISQUE DE TAUX D'INTERÊT

La Société est exposée à des risques de taux d'intérêt à travers ses obligations financières portant intérêt à des taux variables.

Les emprunts bancaires portent intérêt à des taux variables. Les effets de premier rang ont un taux fixe, donc il n'y a aucun risque d'intérêt.

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012, la dépense d'intérêts sur la dette à long terme totalise 23 081 000 \$ (23 211 000 \$ au 31 mars 2011). Le montant d'intérêts courus au 31 mars 2012 représente 6 683 000 \$ (6 588 000 \$ au 31 mars 2011).

Au 31 mars 2012, le montant net exposé aux fluctuations à court terme des taux est d'approximativement 166 631 000 \$. Selon cette exposition, une augmentation de 1 point de pourcentage du taux d'intérêt aurait une incidence défavorable d'approximativement 1 095 000 \$ sur le bénéfice net. Il y aurait une incidence égale et inverse pour une diminution de 1 point de pourcentage.

RISQUE DE TAUX DE CHANGE

La Société exerce ses activités dans différents pays et est exposée au risque de change découlant de transactions en différentes devises. Le risque de change provient principalement de transactions commerciales futures qui sont transigées en devises autres que la devise opérationnelle de l'entité de la Société faisant partie de la transaction. La Société possède des contrats en devises étrangères en cours en date du bilan pour l'achat de 5 500 000 dollars US (600 000 euros en 2011).

La Société est principalement touchée par la variation du dollar américain. Le tableau qui suit présente la sensibilité du bénéfice net et du résultat global de la Société à une dépréciation de 1 % du dollar canadien par rapport au dollar américain. Pour une appréciation de 1 % du dollar canadien par rapport au dollar américain, il y aurait une incidence égale et inverse sur le bénéfice net et le résultat global.

	2012	2011
Variation du bénéfice net	1 485 \$	1 241 \$
Variation du résultat global	12 817 \$	11 331 \$

RISQUE LIÉ AUX PRIX DES MARCHANDISES

La Société conclut occasionnellement des contrats afin de se couvrir contre la variation du prix des marchandises. À la date du bilan, les contrats en cours ont une juste valeur négative approximative de 782 000 \$ (juste valeur positive approximative de 2 631 000 \$ au 31 mars 2011 et juste valeur négative de 1 119 000 \$ au 1^{er} avril 2010). La Société n'utilise pas de comptabilité de couverture pour ces transactions.

NOTE 21 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société a déterminé que la juste valeur de ses actifs et passifs financiers ayant des échéances à court terme correspond à leur valeur comptable. Ces instruments financiers incluent les trésoreries et équivalents de trésorerie, les débiteurs, les emprunts bancaires, les créditeurs et les autres charges à payer. Le tableau ci-dessous montre les justes valeurs et les valeurs comptables des autres instruments financiers aux 31 mars 2012, 31 mars 2011 et 1^{er} avril 2010. Les justes valeurs sont déterminées selon des estimations, par conséquent, elles ne doivent pas être interprétées comme étant réalisables dans l'éventualité d'un règlement des instruments.

	31 mars 2012		31 mars 2011		1 ^{er} avril 2010	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Autres actifs répondant à la définition d'un instrument financier	1 550 \$	1 620 \$	1 443 \$	1 469 \$	1 516 \$	1 538 \$
Dette à long terme	427 428	379 875	416 304	378 480	420 922	380 790
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	-	(372)	(372)
Contrats de change à terme	-	-	(5)	(5)	(247)	(247)

Le tableau qui suit présente le sommaire des instruments financiers évalués à la juste valeur dans le bilan consolidé au 31 mars 2012, classés selon la hiérarchie présentée à la note 3.

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	144 137 \$	- \$	- \$	144 137 \$
Contrat à terme - actions de Saputo inc.	-	375	-	375
	144 137 \$	375 \$	- \$	144 512 \$

Les justes valeurs des autres actifs, de la dette à long terme et des instruments financiers dérivés sont établies à l'aide de modèles d'actualisation des flux de trésorerie basés sur les données du marché à la date de bilan et sont aussi obtenues des institutions financières. Lorsque cela est possible, ces modèles utilisent des données observables fondées sur le marché, y compris les courbes de rendement des taux d'intérêt, la volatilité de certains prix ou taux et les écarts de taux. Dans certains cas, aucune donnée observable fondée sur le marché n'est disponible. Dans ces cas, les hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur sont fondées sur le jugement. La Société n'utilise pas de données non observables qui pourraient avoir une incidence importante sur l'évaluation de l'ensemble de la juste valeur. Les estimations des justes valeurs dépendent dans une large mesure d'hypothèses, incluant le montant et l'échelonnement des flux de trésorerie estimatifs futurs et les taux d'actualisation. Les opérations sur dérivés de la Société sont comptabilisées sur une base de juste valeur.

NOTE 22 GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société en termes de gestion du capital est de s'assurer que la Société possède suffisamment de liquidités pour poursuivre sa stratégie de croissance et ainsi pouvoir effectuer des acquisitions précises tout en conservant une approche conservatrice en termes de levier financier et de gestion du risque financier. Un objectif additionnel est de fournir un rendement sur investissement adéquat aux actionnaires. De plus, la Société croit que le rachat de ses propres actions peut représenter, en certaines circonstances, une utilisation judicieuse de son capital.

Le capital de la Société est composé de dette nette et de capitaux propres. La dette nette est composée d'emprunts bancaires ainsi que de dettes portant intérêt, nets de la trésorerie et équivalents de trésorerie. L'utilisation principale du capital de la Société est de financer les acquisitions.

La mesure principale utilisée par la Société pour gérer son levier financier est le ratio de la dette nette sur les capitaux propres. Aux 31 mars 2012 et 31 mars 2011, les ratios de la dette nette sur les capitaux propres s'établissaient comme suit :

	2012	2011
Emprunts bancaires	166 631 \$	170 589 \$
Dette à long terme	379 875	378 480
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(144 137)	(77 491)
Dette nette	402 369 \$	471 578 \$
Capitaux propres	2 105 686 \$	2 072 635 \$
Dette nette sur les capitaux propres	0,19:1	0,23:1

NOTE 22 GESTION DU CAPITAL (SUITE)

La Société dispose de facilités de crédit qui nécessitent une revue trimestrielle des ratios financiers et au 31 mars 2012, la Société respecte ses ratios.

La Société n'est assujettie à aucune exigence sur son capital de la part d'un organisme de réglementation.

NOTE 23 INFORMATION SECTORIELLE

La Société exerce ses activités dans deux Secteurs : le Secteur Produits laitiers et le Secteur Produits d'épicerie.

Le Secteur Produits laitiers comprend principalement la fabrication et la distribution de fromage, de lait nature et d'ingrédients laitiers. Les activités de ce Secteur sont exercées au Canada, en Europe, en Argentine (CEA) et aux États-Unis (USA).

Le Secteur Produits d'épicerie représente les activités de fabrication et de distribution, principalement de petits gâteaux.

Ces Secteurs sont gérés distinctement puisque chaque secteur d'activité représente une unité d'affaires stratégique qui offre différents produits et qui dessert différents marchés. La Société évalue la performance en fonction du bénéfice d'exploitation géographique et du bénéfice d'exploitation des secteurs d'activité pris isolément.

Les méthodes comptables des Secteurs sont les mêmes que celles décrites à la note 3 portant sur les principales méthodes comptables. La Société n'effectue pas de ventes intersectorielles.

Information sur les secteurs d'activité

	2012			2011		
	CEA	USA	Total	CEA	USA	Total
Revenus ¹						
Produits laitiers	4 054 516 \$	2 741 813 \$	6 796 329 \$	3 837 188 \$	2 024 455 \$	5 861 643 \$
Produits d'épicerie	134 041	-	134 041	141 289	-	141 289
	4 188 557 \$	2 741 813 \$	6 930 370 \$	3 978 477 \$	2 024 455 \$	6 002 932 \$
Bénéfice avant intérêts, amortissement, dépréciation et impôts sur les bénéfices						
Produits laitiers	514 786 \$	303 405 \$	818 191 \$	493 842 \$	281 888 \$	775 730 \$
Produits d'épicerie	12 740	-	12 740	12 551	-	12 551
	527 526 \$	303 405 \$	830 931 \$	506 393 \$	281 888 \$	788 281 \$
Amortissement						
Produits laitiers	52 574 \$	43 670 \$	96 244 \$	51 870 \$	48 318 \$	100 188 \$
Produits d'épicerie	5 699	-	5 699	5 793	-	5 793
	58 273 \$	43 670 \$	101 943 \$	57 663 \$	48 318 \$	105 981 \$
Bénéfice d'exploitation						
Produits laitiers	462 212 \$	259 735 \$	721 947 \$	441 972 \$	233 570 \$	675 542 \$
Produits d'épicerie	7 041	-	7 041	6 758	-	6 758
	469 253 \$	259 735 \$	728 988 \$	448 730 \$	233 570 \$	682 300 \$
Dépréciation du goodwill			125 000			-
Dépréciation du placement de portefeuille			-			13 600
Charges financières, nettes			24 650			23 874
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices			579 338			644 826
Impôts sur les bénéfices			198 498			194 775
Bénéfice net			380 840 \$			450 051 \$

¹ Les revenus sont attribués aux pays où s'effectue la fabrication.

NOTE 23 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Information géographique

	2012				2011			
	Canada	Argentine et Europe	USA	Total	Canada	Argentine et Europe	USA	Total
Revenus ¹								
Produits laitiers	3 547 218 \$	507 298 \$	2 741 813 \$	6 796 329 \$	3 440 326 \$	396 862 \$	2 024 455 \$	5 861 643 \$
Produits d'épicerie	134 041	-	-	134 041	141 289	-	-	141 289
	3 681 259 \$	507 298 \$	2 741 813 \$	6 930 370 \$	3 581 615 \$	396 862 \$	2 024 455 \$	6 002 932 \$
Variations aux actifs long terme								
Produits laitiers	1 068 \$	5 259 \$	26 710 \$	33 037 \$	12 151 \$	(16 576) \$	132 945 \$	128 520 \$
Produits d'épicerie	(119 914)	-	-	(119 914)	(37 262)	-	-	(37 262)
	(118 846) \$	5 259 \$	26 710 \$	(86 877) \$	(25 111) \$	(16 576) \$	132 945 \$	91 258 \$

¹ Les revenus sont attribués aux pays où s'effectue la fabrication.

	31 mars 2012				31 mars 2011				1 ^{er} avril 2010			
	Canada	Argentine et Europe	USA	Total	Canada	Argentine et Europe	USA	Total	Canada	Argentine et Europe	USA	Total
Actif total												
Produits laitiers	1 721 018 \$	255 647 \$	1 494 602 \$	3 471 267 \$	1 661 917 \$	219 580 \$	1 444 644 \$	3 326 141 \$	1 597 543 \$	190 868 \$	1 186 914 \$	2 975 325 \$
Produits d'épicerie	127 853	-	-	127 853	252 190	-	-	252 190	244 026	-	-	244 026
	1 848 871 \$	255 647 \$	1 494 602 \$	3 599 120 \$	1 914 107 \$	219 580 \$	1 444 644 \$	3 578 331 \$	1 841 569 \$	190 868 \$	1 186 914 \$	3 219 351 \$
Valeur comptable des immobilisations												
Produits laitiers	437 192 \$	74 037 \$	534 507 \$	1 045 736 \$	433 893 \$	69 668 \$	521 096 \$	1 024 657 \$	424 491 \$	76 460 \$	542 435 \$	1 043 386 \$
Produits d'épicerie	59 469	-	-	59 469	54 426	-	-	54 426	50 309	-	-	50 309
	496 661 \$	74 037 \$	534 507 \$	1 105 205 \$	488 319 \$	69 668 \$	521 096 \$	1 079 083 \$	474 800 \$	76 460 \$	542 435 \$	1 093 695 \$
Passif total												
Produits laitiers	1 131 368 \$	106 467 \$	208 405 \$	1 446 240 \$	1 057 869 \$	101 534 \$	307 857 \$	1 467 260 \$	873 271 \$	248 712 \$	76 314 \$	1 198 297 \$
Produits d'épicerie	47 194	-	-	47 194	38 436	-	-	38 436	40 443	-	-	40 443
	1 178 562 \$	106 467 \$	208 405 \$	1 493 434 \$	1 096 305 \$	101 534 \$	307 857 \$	1 505 696 \$	913 714 \$	248 712 \$	76 314 \$	1 238 740 \$
Goodwill												
Produits laitiers	269 064 \$	346 \$	419 687 \$	689 097 \$	269 064 \$	358 \$	405 010 \$	674 432 \$	269 064 \$	365 \$	277 836 \$	547 265 \$
Produits d'épicerie	44 430	-	-	44 430	169 430	-	-	169 430	169 430	-	-	169 430
	313 494 \$	346 \$	419 687 \$	733 527 \$	438 494 \$	358 \$	405 010 \$	843 862 \$	438 494 \$	365 \$	277 836 \$	716 695 \$

NOTE 24 DIVIDENDES

Durant l'exercice terminé le 31 mars 2012, la Société a payé des dividendes totalisant 147 052 820 \$, soit 0,76 \$ par action (128 928 709 \$ soit 0,64 \$ par action durant l'exercice terminé le 31 mars 2011).

NOTE 25 TRANSITION AUX IFRS

Les états financiers de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2012 sont les premiers états financiers annuels à avoir été préparés en conformité avec les IFRS, en appliquant les exigences de IFRS 1 - Première application des Normes internationales d'information financière. Les méthodes comptables décrites à la note 3 ont été appliquées uniformément aux périodes actuelles et comparatives sous réserve des exceptions obligatoires et des exemptions décrites plus bas. Il est à noter qu'une entité, à la date de transition, n'est pas autorisée à ajuster rétrospectivement ses estimations suite à l'obtention de faits nouveaux sur des événements passés, et donc, les estimations établies précédemment sous les PCGRC n'ont pas été révisées pour les besoins des IFRS. De plus, une entité qui adopte les IFRS pour la première fois peut se prévaloir de certaines exemptions. La Société s'est prévalu de certaines d'entre elles, telles que décrites plus bas.

NOTE 25 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

IFRS 1 - EXEMPTIONS

Regroupements d'entreprises – IFRS 1 permet à une entité d'appliquer IFRS 3 - Regroupements d'entreprises, soit rétrospectivement pour tous les regroupements, rétrospectivement à partir d'une certaine date ou prospectivement pour les regroupements de la Société survenus après la date de transition (1^{er} avril 2010). La Société a décidé d'appliquer IFRS 3 prospectivement. En conséquence, aucun ajustement comptable n'a été effectué aux regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition, n'impliquant donc aucun ajustement aux soldes du goodwill ou des actifs incorporels d'avant la date de transition.

Transactions liées à des paiements fondés sur des actions – IFRS 1 permet à une entité d'appliquer IFRS 2 - Paiement fondé sur des actions, pour les instruments de capitaux propres qui ont été octroyés le 7 novembre 2002 ou avant. IFRS 1 permet également d'appliquer IFRS 2 pour les instruments de capitaux propres qui ont été octroyés après le 7 novembre 2002 et acquis avant la date la plus tardive entre (a) la date de transition aux IFRS et (b) le 1^{er} janvier 2005. La Société a décidé d'appliquer cette exemption et d'appliquer IFRS 2 pour les instruments de capitaux propres ayant été octroyés après le 7 novembre 2002 et non complètement acquis à la date de transition aux IFRS.

Immobilisations – IFRS 1 permet à une entité d'évaluer ses immobilisations à la juste valeur à la date de transition et de subséquemment utiliser cette valeur comme coût présumé. La Société a décidé de ne pas évaluer ses immobilisations à la juste valeur à la date de transition.

Avantages du personnel – En conformité à IAS 19 - Avantages du personnel, une entité peut choisir d'utiliser la méthode du « corridor » impliquant la non-comptabilisation de certains gains et pertes actuariels. Une application rétrospective de cette méthode exige que l'entité ventile les écarts actuariels cumulés depuis le commencement de chaque régime jusqu'à la date de transition aux IFRS en une portion comptabilisée et une portion non comptabilisée. Cependant, un nouvel adoptant peut choisir de comptabiliser tous les écarts actuariels cumulés à la date de transition aux IFRS, même si l'entité se sert de la méthode du corridor à l'égard des écarts actuariels ultérieurs. Si un nouvel adoptant recourt à ce choix, il doit l'appliquer à tous les régimes. La Société a choisi d'imputer ses pertes actuarielles au total des bénéfices non distribués à la date de la transition.

Effets des variations des cours des monnaies étrangères – IFRS 1 permet à une entité d'enregistrer le montant cumulatif des écarts de change découlant de la conversion des établissements étrangers dans les bénéfices non distribués, remettant ainsi le solde cumulatif précédant la transition à zéro. En utilisant cette exemption, le montant des pertes de change cumulé jusqu'à la date de transition est constaté directement dans les bénéfices non distribués sans constatation à l'état des résultats. La Société a décidé de remettre à zéro le montant cumulatif des écarts de change à la date de transition.

Coûts d'emprunt – IFRS 1 permet à une entité d'appliquer prospectivement IAS 23 - Coûts d'emprunt, lorsqu'elle représente une nouvelle méthode comptable. La Société a décidé d'appliquer cette norme prospectivement pour les immobilisations, comme elle représente une nouvelle méthode pour cette catégorie. En conséquence, aucun intérêt n'a été capitalisé aux immobilisations construites avant le 1^{er} avril 2010.

RAPPROCHEMENT DES PCGRC AUX IFRS

IFRS 1 exige d'une entité d'expliquer l'incidence de la transition des PCGRC aux IFRS sur son bilan, sa performance financière et ses flux de trésorerie. En conséquence, la Société doit divulguer ces rapprochements au 1^{er} avril 2010 et au 31 mars 2011 pour ses états consolidés des capitaux propres et au 31 mars 2011 pour ses états consolidés du résultat global. Les informations suivantes présentent les rapprochements des PCGRC aux IFRS pour les soldes et périodes requises :

Rapprochement des états consolidés des capitaux propres

	Réf.	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Capitaux propres - PCGRC		2 125 641 \$	2 028 598 \$
Ajustement - Avantages du personnel	1	(89 649)	(90 149)
Charge d'impôts différés	2	4 344	3 599
Différence permanente de 25 % sur actifs incorporels	2	(16 376)	(16 376)
Immobilisations - Regroupement par composantes	3	53 790	54 939
Écart de conversion	5	(958)	-
Coûts d'acquisition aux résultats	6	(4 157)	-
Capitaux propres - IFRS		2 072 635 \$	1 980 611 \$

NOTE 25 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

Rapprochement des états consolidés des résultats et du résultat global

	Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011			
	PCGRC	Réf.	Ajustement	IFRS
Revenus	6 002 932 \$		- \$	6 002 932 \$
Coûts d'opération, excluant l'amortissement	5 212 792	7	1 859	5 214 651
Bénéfices avant intérêts, amortissement, dépréciation et impôts sur les bénéfices	790 140		(1 859)	788 281
Amortissement	104 832	3	1 149	105 981
Bénéfice d'exploitation	685 308		(3 008)	682 300
Dépréciation du placement de portefeuille	13 600		-	13 600
Intérêts sur la dette à long terme	23 211		-	23 211
Autres charges financières	663		-	663
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	647 834		(3 008)	644 826
Impôts sur les bénéfices	196 715	8	(1 940)	194 775
Bénéfice net	451 119 \$		(1 068) \$	450 051 \$
Autres éléments du résultat global :				
Écarts de change découlant de conversion de devises	(58 159)	5	(2 771)	(60 930)
Pertes actuarielles	-	1	(1 181)	(1 181)
Total des autres éléments du résultat global	(58 159)		(3 952)	(62 111)
Résultat global	392 960 \$		(5 020) \$	387 940 \$

NOTES DE RÉCONCILIATION

1. Ajustement aux avantages du personnel

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées ainsi que d'autres avantages sociaux au Canada et aux États-Unis. À la date de transition, les IFRS exigent certains ajustements au bilan de la Société en raison des divergences avec les PCGRC, comme suit :

- **Actif / (obligation) transitoire non amorti** – Les PCGRC permettaient à une entité de comptabiliser un actif (ou une obligation) transitoire non amorti à l'adoption initiale du chapitre 3461, Avantages sociaux futurs. Les IFRS ne reconnaissent pas cette catégorie d'actif et une radiation du montant non amorti de tout actif (ou obligation) transitoire est requise.
- **Coût des services passés non amorti** – Les PCGRC permettaient à une société de constater le coût des services passés non amorti résultant d'améliorations pour lesquelles les coûts étaient amortis au cours des années subséquentes. Les IFRS obligent l'entité à comptabiliser entièrement au bilan, suite à une comptabilisation aux résultats, le coût acquis des services passés au moment où l'amélioration a été accordée. En conséquence et en conformité aux IFRS, le solde non amorti des services passés acquis a été constaté en totalité au bilan de la Société à la date de transition.
- **Gains et pertes actuariels** – IFRS 1 permet à une entité de constater tous les gains et pertes actuariels non amortis à la date de transition aux IFRS dans les bénéfices non distribués. La Société a décidé d'appliquer cette option de transition. Une entité doit ensuite déterminer la façon de comptabiliser les gains et pertes actuariels futurs, soit :
 1. Entièrement enregistrés à la dépense ;
 2. Partiellement enregistrés à la dépense en se basant sur l'approche du corridor qui résulte en seulement une portion des gains ou pertes actuariels constatée aux résultats (méthode actuellement utilisée par la Société) ;
 3. Entièrement enregistrés comme autres éléments du résultat global sans reclassement subséquent aux résultats, méthode non permise selon les PCGRC.

La Société a choisi, comme méthode comptable, d'enregistrer entièrement les gains et pertes actuariels futurs comme autres éléments du résultat global à la date de transition aux IFRS.

NOTE 25 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

- **IFRIC 14** – L'IFRIC a publié en 2008 une interprétation de l'IAS 19, qui exige d'une entité qu'elle inclue, dans la détermination de l'obligation en lien avec les régimes de retraite à prestations déterminées, la valeur actuelle du montant minimum au titre du financement des régimes incluant les lettres de crédit et les clauses ne permettant pas un remboursement en cas de financement excédentaire. Les PCGRC, de leur côté, n'étaient pas précis quant au montant à inclure dans le montant minimum de financement requis.

En conséquence, la Société a, au 1^{er} avril 2010, réduit son actif lié aux régimes de retraite de 64 451 000 \$, montant qui n'est pas reconnu selon les IFRS, a augmenté son passif de 25 698 000 \$ selon les exigences des IFRS et a diminué ses bénéfices non distribués de 90 149 000 \$, représentant l'incidence totale de l'adoption de IAS 19 - Avantages du personnel sur le bilan d'ouverture de la Société. La diminution de 90 149 000 \$ expliquée dans le tableau plus bas est le résultat de la décomptabilisation de soldes non amortis de 80 580 000 \$, tel qu'expliqué dans la section « IFRS 1 - Exemptions » de la présente note, d'un ajustement à la provision pour moins-valeur, des différences résultant de l'adoption d'IFRIC 14 et du changement de date d'évaluation du 31 décembre au 31 mars.

	Régimes à prestations déterminées	Autres	Total
Décomptabilisation de			
pertes actuarielles non amorties	83 889 \$	608 \$	84 497 \$
coûts des services passés non amortis	645	139	784
l'actif transitoire non amorti	(5 282)	581	(4 701)
	79 252 \$	1 328 \$	80 580 \$
Autres ajustements			
provision pour moins-valeur	(295) \$	- \$	(295) \$
l'incidence de l'adoption d'IFRIC 14	4 364	-	4 364
date de mesure et valeur au marché	6 144	(644)	5 500
Ajustement total	89 465 \$	684 \$	90 149 \$

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011, la Société a enregistré une diminution des dépenses de 2 117 000 \$ (1 584 000 \$ après impôts) en lien avec les régimes de retraite en raison d'une diminution des dépenses de 500 000 \$ résultant des différences dans le calcul entre les PCGRC et les IFRS présentées plus haut et à un reclassement aux autres éléments du résultat global de pertes actuarielles de 1 617 000 \$ (1 181 000 \$ après impôts) puisque la Société a décidé d'appliquer l'enregistrement des gains et pertes actuariels directement aux autres éléments du résultat global sans virement subséquent au bénéfice net.

Les ajustements aux bénéfices non distribués résultant des différences sur le traitement des régimes de retraite au 1^{er} avril 2010 et pour l'exercice terminé le 31 mars 2011 sont les suivants :

	Ajustements
Ajustement IFRS au 1 ^{er} avril 2010 pour réduire les bénéfices non distribués	90 149 \$
Diminution de la charge de retraite pour l'exercice terminé le 31 mars 2011, résultant des exigences de calcul différentes des IFRS	(500)
Ajustement des soldes présentés selon les PCGRC au 31 mars 2011	89 649 \$

2. Impôts différés

Les concepts et les calculs de base des impôts différés sont les mêmes selon les PCGRC que selon les IFRS et donc, les ajustements présentés dans cette note de rapprochement résultent des différences entre les valeurs comptables présentées dans les autres notes.

Le solde du passif d'impôts différés au bilan d'ouverture en IFRS du 1^{er} avril 2010 a été ajusté et diminué de 24 317 000 \$ pour refléter les différences entre les coûts comptable et fiscal pour les variations notées dans les calculs des avantages du personnel (note de rapprochement 1) et de la rémunération à base d'actions (note de rapprochement 9). Le solde du passif d'impôts différés a aussi été ajusté et augmenté de 20 718 000 \$ pour refléter la hausse des immobilisations à la suite du groupement par composantes (tel que mentionné à la note de rapprochement 5). L'incidence de cette différence se traduit par une augmentation de 3 599 000 \$ des bénéfices non distribués.

NOTE 25 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

Le passif d'impôts différés au 31 mars 2011 a été diminué de 24 176 000 \$ pour refléter les ajustements faits à la dépense d'avantages du personnel et celle liée à la rémunération à base d'actions, tel que présenté plus haut. Le passif d'impôts différés au 31 mars 2011 a aussi été augmenté de 19 129 000 \$ pour refléter les ajustements faits à la dépense d'amortissement, résultant du groupement par composantes, tel que présenté à la note de rapprochement 3 plus bas.

De plus, selon la *Loi canadienne de l'impôt sur le revenu*, une entité inclut dans son compte d'immobilisations en capital admissibles 75% du coût d'un actif incorporel. Selon les PCGRC, la base imposable pour les dépenses en capital admissibles représente le solde du compte majoré de 25% de la valeur comptable. Selon les IFRS, la base imposable n'est pas augmentée de 25% de la valeur comptable. En conséquence de cette différence dans le calcul de la base imposable de ces actifs, la Société a augmenté son passif d'impôts différés et a réduit ses bénéfices non distribués de 16 376 000 \$ pour tenir compte de ces écarts temporaires imposables au 1^{er} avril 2010.

Les ajustements au passif d'impôts différés pour les exercices terminés le 31 mars 2011 et le 1^{er} avril 2010 sont présentés comme suit :

Passif d'impôts différés

(Augmentation) diminution	Réf.	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2011
Ajustements des régimes de retraite	1	23 772 \$	23 894 \$
Rémunération à base d'actions	9	404	423
Actifs incorporels	2	(16 376)	(16 376)
Groupement par composantes	3	(19 129)	(20 718)
Ajustement total		(11 329) \$	(12 777) \$

3. Immobilisations

Selon les IFRS, une entité est obligée de grouper entre eux les éléments individuels des immobilisations selon les composantes importantes, de façon à dégager un amortissement pour chacune de ces composantes, en utilisant des durées d'utilité estimatives et des méthodes d'amortissement plus représentatives de leur potentiel de service. Selon les PCGRC, l'amortissement était pris seulement sur la base des catégories générales communes.

Suite à l'analyse faite par la direction, un ajustement IFRS lié au groupement par composantes pour augmenter les immobilisations et augmenter les bénéfices non distribués de 54 939 000 \$ (consistant en une augmentation du mobilier, machinerie et équipement de 74 779 000 \$ et une diminution des bâtiments de 19 840 000 \$) a été comptabilisé au 1^{er} avril 2010. Cet ajustement résulte du fait qu'en général, les composantes des immobilisations incluses dans la machinerie et équipement ont des durées d'utilité estimatives plus longues que celles antérieurement déterminées selon les PCGRC (l'inverse étant vrai pour les bâtiments, avec des durées d'utilité moins longues, ayant passé de 20 à 40 ans selon les CGAAP à 15 à 40 ans selon les IFRS).

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011, le groupement par composantes a entraîné une augmentation de la charge d'amortissement de 1 149 000 \$ (309 000 \$ après impôts).

En raison de l'ajustement du bilan d'ouverture du 1^{er} avril 2010 résultant du groupement par composantes de la Division Produits laitiers (USA), la Société a encouru une perte supplémentaire sur écart de conversion de 2 038 000 \$ au 31 mars 2011. La Société a enregistré un gain de change de 181 000 \$ en raison de l'ajustement de 1 149 000 \$ apporté à l'amortissement pour l'exercice terminé le 31 mars 2011 tel qu'expliqué plus haut. L'incidence nette sur le solde des écarts de conversion résultant du groupement par composantes des immobilisations pour le 31 mars 2011 est de 1 857 000 \$.

Les ajustements aux immobilisations au 31 mars 2011 et au 1^{er} avril 2010 sont les suivants :

	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Ajustements du bilan d'ouverture	54 939 \$	54 939 \$
Ajustement de l'amortissement pour l'exercice	(1 149)	-
Sous-total - ajustement du groupement par composantes	53 790	54 939
Ajustement de l'écart de conversion	(1 857)	-
Ajustement aux soldes établis selon les PCGRC	51 933 \$	54 939 \$

NOTE 25 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

4. Présentation des impôts différés

Les PCGRC exigent d'une entité qu'elle présente les impôts différés en des montants à court et à long terme. Les IFRS exigent une présentation à long terme et dans certains cas permettent de compenser les actifs et passifs d'impôt différé. Conséquemment, la Société a reclassé tous ses actifs et passifs d'impôt différé comme étant à long terme.

5. Écart de conversion des établissements étrangers

IFRS 1 permet à une entité de remettre son montant cumulatif d'écart de conversion des établissements étrangers à zéro à la date de transition (1^{er} avril 2010). La Société a exercé cette option et un ajustement a été fait au montant d'écart de conversion divulgué au 1^{er} avril 2010, selon les PCGRC, afin de remettre le solde à zéro. L'incidence de ce changement a été une diminution des bénéfices non distribués de 188 045 000 \$.

Des pertes de change additionnelles sur écart de conversion de 2 038 000 \$ au 31 mars 2011 ont été enregistrées en raison du groupement par composantes, au 1^{er} avril 2010, de la Division Produits laitiers (USA), tel que mentionné plus haut. De plus, la Société a enregistré une perte sur écart de conversion de 1 436 000 \$ au 31 mars 2011 en raison du retraitement de certains soldes de l'année, tel que mentionné plus haut.

Finalement, l'ajustement des impôts différés, calculé à la note de rapprochement 2, a eu comme incidence un gain sur écart de conversion de 703 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2011.

Les ajustements qui ont affecté le solde d'écart de conversion sont les suivants :

	31 mars 2011
Groupement par composantes - ajustement au solde d'ouverture du bilan de la division USA	2 038 \$
Écarts de conversion de l'exercice 2011	1 436
Impôts différés - ajustement du bilan de la division USA	(703)
Perte totale de conversion	2 771 \$

L'ajustement de l'écart de conversion pour l'exercice 2011, au 31 mars 2011, inclut un montant de 1 813 000 \$ qui représente des reclassements de certains comptes de capitaux propres. Ceux-ci n'ont eu aucune incidence sur le rapprochement de l'état consolidé des capitaux propres.

6. Coûts d'acquisition

En lien avec l'acquisition, le 25 mars 2011, de la totalité des actions en circulation de Fairmount Cheese Holdings, Inc., la société-mère de DCI Cheese Company Inc., la Société a capitalisé certains coûts d'acquisition au goodwill, tel que permis selon les PCGRC. Ces coûts représentent des frais juridiques, comptables et autres frais de transactions non capitalisables selon les IFRS et ceux-ci doivent être passés en dépenses immédiatement lorsqu'ils sont encourus. Conséquemment, la Société a diminué son goodwill et ses bénéfices non distribués au 31 mars 2011 de 5 789 000 \$ (4 157 000 \$ après impôts).

7. Coûts d'opération

La section « Coûts d'opération, excluant l'amortissement » remplace la section « Coût des marchandises vendues, frais de vente et d'administration » antérieurement présentée sous les PCGRC et a été ajustée comme suit, en fonction des divergences présentées plus haut :

	Réf.	31 mars 2011
Diminution de la charge de retraite	1	(2 117) \$
Écart de conversion sur certains ajustements de l'exercice 2011	5	(1 813)
Coûts d'acquisition	6	5 789
Augmentation totale des coûts d'opération		1 859 \$

NOTE 25 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

8. Impôts sur les bénéfices

Résultant des ajustements IFRS présentés plus haut, les économies d'impôts pour l'exercice terminé le 31 mars 2011 sont présentées dans le tableau suivant :

	Réf.	31 mars 2011
Charge d'impôt sur l'ajustement des régimes de retraite	1	532 \$
Économie d'impôt sur l'ajustement du groupement par composantes	3	(840)
Économie d'impôt sur les coûts d'acquisition	6	(1 632)
Économie d'impôt totale reliée aux coûts d'opération		(1 940) \$

9. Rémunération à base d'actions

Pour les options d'achat d'actions qui sont acquises par tranche, les IFRS exigent l'utilisation d'une méthode d'acquisition des droits d'exercice graduelle, qui oblige que chaque tranche soit traitée comme un octroi distinct ayant sa propre juste valeur et étant amorti selon sa propre période d'acquisition des droits. Les PCGRC, par contre, donnent à une entité l'option d'utiliser la méthode graduelle ou la méthode linéaire, qui considère une seule tranche et constate la dépense également sur la période d'acquisition des droits. Selon les PCGRC, la Société utilisait la méthode linéaire pour ses octrois qui s'acquièrent sur une période de cinq ans.

Par contre, à la date de transition la Société a dû diminuer son solde d'ouverture des bénéfices non distribués et augmenter la réserve de rémunération à base d'actions de 4 160 000 \$, pour refléter l'adoption de la méthode graduelle d'acquisition des droits d'exercice des options. Ce modèle résulte en une constatation accélérée de la dépense de rémunération à base d'actions dans les deux années qui suivent un octroi et une constatation ralentie dans les trois années suivantes.

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011, la révision du modèle n'a pas eu d'incidence significative sur la dépense de rémunération à base d'actions enregistrée aux résultats du 31 mars 2011 selon les PCGRC et donc ces montants n'ont pas été modifiés.

Le nombre d'options dilutives utilisé dans le calcul du résultat par action dilué pour l'exercice terminé le 31 mars 2011 est passé de 2 821 608 selon les PCGRC à 3 052 491 selon les IFRS. Conséquemment, le résultat par action dilué de cet exercice est passé de 2,16 \$ à 2,15 \$.

10. Rapprochement de l'état des flux de trésorerie

Sous les PCGRC, les intérêts et les impôts sur les bénéfices payés étaient présentés comme information supplémentaire à l'état consolidé des flux de trésorerie. Les IFRS, par contre, exigent qu'ils soient présentés séparément, sur des lignes distinctes de l'état des flux de trésorerie. La Société a donc présenté séparément les intérêts et les impôts sur les bénéfices payés dans la section des activités d'exploitation. La Société a décomptabilisé des coûts d'acquisition de 4 157 000 \$ précédemment inclus dans le goodwill sous les PCGRC qui ne respectaient pas les directives de capitalisation sous les IFRS. Conséquemment, la Société a reclassé 4 157 000 \$ (1 665 000 \$ net des impôts différés et autres ajustements du fonds de roulement) initialement inclus comme acquisition d'entreprise (dans la section activités d'investissement) et a inclus cette diminution de trésorerie dans les activités d'exploitation.

www.saputo.com